



Chapitre A-32

LOI SUR LES ASSURANCES

TITRE I

INTERPRÉTATION

Interprétation: **1.** Dans la présente loi et dans les règlements, et à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

- « assureur »;* a) « assureur »: quiconque, directement ou indirectement, s'annonce comme assureur ou agit à ce titre, émet un contrat d'assurance ou s'engage à en émettre un, touche des primes, cotisations, ou autres sommes en vertu d'un tel contrat ou en vue de verser des secours mutuels ou s'engage à payer des prestations d'assurance ou de secours mutuels, mais à l'exclusion de tout syndicat professionnel autorisé à exercer les pouvoirs prévus au paragraphe 1^o de l'article 9 de la Loi sur les syndicats professionnels (chapitre S-40);
- « compagnie » ou « compagnie d'assurance »;* b) « compagnie » ou « compagnie d'assurance »: une compagnie à capital social constituée pour pratiquer les assurances;
- « compagnie mutuelle d'assurance sur la vie »;* c) « compagnie mutuelle d'assurance sur la vie »: une compagnie visée à l'article 67;
- « société mutuelle d'assurance-incendie »;* d) « société mutuelle d'assurance-incendie »: une société mutuelle d'assurance-incendie constituée en vertu de l'article 95 ou une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, dans les comtés, constituée en vertu de la section II de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par le chapitre 70 des lois de 1974;
- « compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent »;* e) « compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent »: une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent régie par la Loi sur certaines compagnies d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent (chapitre C-39);
- « société de secours mutuels »;* f) « société de secours mutuels »: une société de secours mutuels constituée en vertu de la présente loi ou de la section VIII de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par le chapitre 70 des lois de 1974 ainsi qu'une corporation qui pratique des secours mutuels en vertu d'une loi spéciale de la Législature;
- « secours mutuels »;* g) « secours mutuels »: les sommes versées ou les avantages conférés aux personnes faisant partie d'un groupe ou aux membres de leurs familles en cas d'infortune, de maladie, d'accident ou de décès, à même les primes, cotisations, dons ou souscriptions obtenus des personnes faisant partie de ce groupe;

- «société mutuelle»; h) «société mutuelle»: toute société ou compagnie visée aux paragraphes d, e ou f;
- «agent d'assurance»; i) «agent d'assurance»: toute personne qui, pour autrui et à titre onéreux ou pour le compte de son employeur, exerce en assurance en négociant ou plaçant des risques, en sollicitant ou obtenant des demandes d'assurance, en délivrant des polices ou en percevant des primes, y compris un courtier spécial visé à l'article 346 et un courtier d'assurances au sens de la Loi sur les courtiers d'assurances (chapitre C-74);
- «expert en sinistres»; j) «expert en sinistres»: toute personne qui, en matière d'assurance, pour autrui et à titre onéreux ou pour le compte de son employeur, enquête sur un sinistre, estime les dommages en découlant ou négocie le règlement du sinistre, sous réserve de la Loi sur le Barreau;
- «à titre onéreux»; k) «à titre onéreux»: en plus de son sens ordinaire, en contrepartie d'une commission ou d'un avantage, direct ou indirect, d'une promesse de rémunération ou de l'intention d'en obtenir une;
- «dirigeant»; l) «dirigeant»: le président du conseil d'administration, le président, le vice-président, le secrétaire, le trésorier, l'administrateur délégué et le directeur général;
- «actuaire»; m) «actuaire»: un Fellow de l'Institut Canadien des Actuaires;
- «surintendant»; n) «surintendant»: le surintendant des assurances nommé en vertu de l'article 4;
- «ministre»; o) «ministre»: le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières;
- «permis»; p) «permis»: tout permis délivré en vertu de la présente loi;
- «certificat»; q) «certificat»: tout certificat délivré en vertu de la présente loi à un agent d'assurance ou à un expert en sinistres;
- «état annuel»; r) «état annuel»: l'état visé à l'article 305;
- «règlements»; s) «règlements»: les règlements adoptés en vertu de la présente loi par le gouvernement.

1974, c. 70, a. 1 (*partie*); 1975, c. 76, a. 11.

TITRE II

LE SURINTENDANT DES ASSURANCES ET LE SERVICE DES ASSURANCES

Service institué. **2.** Un service des assurances est institué au ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières.

1974, c. 70, a. 3 (*partie*); 1975, c. 76, a. 11.

Personnel. **3.** Le service des assurances est formé du surintendant des assuran-

ces sous l'autorité du ministre, d'au moins un surintendant adjoint ainsi que du personnel jugé nécessaire.

1974, c. 70, a. 3 (*partie*).

Nominations. **4.** Le surintendant, ses adjoints ainsi que les autres membres du personnel du service des assurances sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

1974, c. 70, a. 4.

Devoirs du surintendant. **5.** Le surintendant contrôle les affaires d'assurance au Québec et exerce les fonctions et pouvoirs qui lui sont assignés ou dévolus en vertu de la loi.

1974, c. 70, a. 5.

Immunité. **6.** Ni le surintendant ni ses adjoints ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

1974, c. 70, a. 6.

Recours prohibés. **7.** Aucun recours extraordinaire, aucune mesure provisionnelle ne peut obliger le surintendant ou ses adjoints à faire ou à ne pas faire un acte qui découle de l'exercice de leurs fonctions ou de l'autorité qui leur est légalement conférée.

1974, c. 70, a. 7.

Annulation d'ordonnance ou d'injonction. **8.** Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement toute ordonnance ou injonction faite ou accordée à l'encontre de l'article 7.

1974, c. 70, a. 8.

Signature. **9.** Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, nul acte, document ou écrit n'engage le surintendant, ni ne peut lui être attribué, s'il n'est signé par lui ou son adjoint. Un acte, document ou écrit signé par un membre du personnel ne peut engager le surintendant, ou lui être attribué, que dans la mesure où un règlement le prévoit.

1974, c. 70, a. 9.

Droit d'accès aux documents. **10.** Le surintendant et toute personne qu'il désigne par écrit ont, à toute époque, accès aux documents se rapportant à l'assurance en possession d'une personne exerçant au Québec à titre d'assureur,

d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres, ou en possession d'un syndicat professionnel visé au paragraphe *a* de l'article 1, et peuvent exiger d'eux tout renseignement ayant trait à l'application de la présente loi; toute personne en possession des documents susdits doit en donner communication au surintendant, à son adjoint ou à la personne que le surintendant a désignée et lui en faciliter l'examen.

Certificat.

La personne désignée conformément au premier alinéa doit, sur demande, produire un certificat attestant sa qualité, et revêtu de la signature du surintendant.

1974, c. 70, a. 10.

Pouvoir pour contrats
offrant avantages analogues.

11. Le surintendant peut aussi exercer les pouvoirs que lui confère l'article 10 à l'égard de toute personne qui propose ou conclut un contrat ou une affaire qui, sans être un contrat ou une affaire d'assurance, est présenté au public comme offrant des avantages analogues à ceux qu'offre l'assurance ou comporte des caractéristiques pouvant laisser croire qu'il s'agit d'un contrat d'assurance.

1974, c. 70, a. 11.

Saisie de documents.

12. Si dans l'application de l'article 10 ou de l'article 11, il apparaît qu'il y a eu infraction à la présente loi ou à une autre loi dont le surintendant est chargé de surveiller l'administration, celui-ci, l'adjoint ou la personne désignée par lui peuvent saisir tout document pertinent pour que le surintendant en assure la garde, pourvu qu'ils en laissent copie à la personne entre les mains de laquelle ils saisissent ce document.

Période de rétention.

Le surintendant ne peut garder le document en question pendant plus de quatre-vingt-dix jours à moins qu'une plainte n'ait été formulée avant l'expiration de cette période; le juge en chef ou le juge en chef adjoint de la Cour des sessions de la paix peut toutefois ordonner que la période de garde soit réduite ou qu'elle soit prolongée d'une autre période de quatre-vingt-dix jours.

1974, c. 70, a. 12.

Photographie de
documents.

13. Tout document qui a fait l'objet d'un examen par le surintendant, par son adjoint ou par la personne qu'il a désignée, ou dont ils ont pris possession ou qui leur a été produit peut être copié ou photographié et toute copie ou photographie de ce document, certifiée conforme est admissible en preuve et est aussi probante que l'original.

1974, c. 70, a. 13.

Manoeuvres interdites.

14. Il est interdit d'entraver le travail d'une personne exerçant les

pouvoirs que lui confère l'article 10, de l'induire en erreur ou de tenter de le faire.

1974, c. 70, a. 14.

Enquête particulière. **15.** Le surintendant peut, lorsqu'il est d'avis que l'intérêt public l'exige, ordonner qu'une enquête particulière soit tenue sur toute question relevant de sa compétence.

Pouvoirs de commissaires. Pour les enquêtes de ce genre le surintendant, et toute personne qu'il autorise par écrit, sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).

1974, c. 70, a. 15.

Communication de renseignements. **16.** Aucune personne employée par le gouvernement ou autorisée par le surintendant à exercer les pouvoirs conférés par les articles 10 à 12 ou à faire une enquête ne doit communiquer ou permettre que soit communiqué à qui que ce soit sauf à une personne autorisée, généralement ou particulièrement, par le surintendant lui-même, un renseignement obtenu en vertu des dispositions de la présente loi, ni permettre à une personne non ainsi autorisée d'examiner un document produit en vertu de la présente loi ou d'en prendre connaissance.

Poursuite interdite. Nul ne peut être l'objet d'une poursuite fondée sur des renseignements qu'il a transmis de bonne foi au surintendant conformément à la présente loi.

1974, c. 70, a. 16.

Frais à la charge des assureurs. **17.** Les frais engagés pour l'application de la présente loi, déterminés chaque année par le gouvernement, sont à la charge des assureurs titulaires de permis, sauf les sociétés mutuelles visées aux paragraphes *d* et *e* de l'article 1.

Perception. Ces frais sont perçus de chaque assureur comme suit:

a) une quote-part minima fixée chaque année par le gouvernement;

b) le reste dans le rapport des revenus de l'assureur en primes ou cotisations au Québec au cours de l'année précédente au total des revenus analogues de tous les assureurs.

1974, c. 70, a. 17.

«Revenus en primes ou cotisations au Québec».

18. Pour l'application de l'article 17, on entend par «revenus en primes ou cotisations au Québec»:

a) en assurance de personnes, le revenu brut en primes ou cotisa-

tions d'assurés ou membres résidant au Québec, diminué des participations aux bénéfices ou ristournes leur ayant été accordées;

b) en assurance de dommages, le revenu brut en primes ou cotisations relatives à des biens situés au Québec, diminué des participations aux bénéfices ou ristournes y afférentes.

Quittance.

Le certificat du ministre délivré à cet effet constitue quittance de la somme exigible en vertu de l'article 17.

1974, c. 70, a. 18.

Registres et documents.

19. Le surintendant doit:

a) tenir un registre de tous les permis délivrés à des assureurs en vertu de la présente loi, dans lequel doivent être consignés la raison sociale des assureurs, l'adresse de leur siège pour le Canada et le Québec, les noms et adresses de leurs fondés de pouvoir au Canada et au Québec, les nom et adresse de leur principal représentant au Québec, le genre et les catégories d'assurance qu'ils sont autorisés à pratiquer au Québec, et tous autres renseignements utiles;

b) tenir un registre des valeurs déposées par les assureurs auprès du ministre des finances, avec mention de leur désignation, de leur valeur au pair, de leur date d'échéance et de leur valeur marchande à la date du dépôt;

c) tenir un registre des demandes de permis selon les dispositions de l'article 210;

d) garder un double de tout permis délivré par lui;

e) garder un double de toute procuration produite en vertu de l'article 206.

Consultation.

Les registres et doubles ci-dessus peuvent être consultés par les intéressés moyennant le paiement des droits arrêtés par règlement.

1974, c. 70, a. 19.

TITRE III

LES ENTREPRISES D'ASSURANCE

CHAPITRE I

FORMATION DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

Constitution de compagnie.

20. Après le 20 octobre 1976, aucune compagnie d'assurance n'est constituée au Québec si ce n'est en vertu de la partie I de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38).

1974, c. 70, a. 20.

Lettres patentes.

21. Les lettres patentes constituant une compagnie d'assurance ne

Requérants. Catégories d'assurance.	<p>peuvent être accordées sans que le gouvernement n'y ait consenti après avoir pris l'avis du surintendant.</p> <p>Le nombre de requérants ne doit pas être inférieur à sept.</p> <p>Les lettres patentes doivent indiquer les catégories d'assurance que la compagnie est autorisée à pratiquer.</p> <p>1974, c. 70, a. 21.</p>
Contenu de la requête.	<p>22. La requête pour constitution en corporation d'une compagnie d'assurance doit mentionner, en plus des autres renseignements requis par la loi et les règlements, les catégories d'assurance envisagées et l'excédent d'apport prévu. Elle doit aussi être accompagnée des documents prescrits par les règlements.</p> <p>1974, c. 70, a. 22.</p>
Cautionnement.	<p>23. La requête doit être accompagnée de valeurs acceptables à titre de cautionnement en vertu de la présente loi, correspondant à 15 pour cent du capital-actions devant être versé en vertu des articles 26 et 27; ces valeurs servent, dès l'octroi du permis, à constituer le cautionnement prévu par la présente loi.</p>
Remises aux requérants.	<p>Si le permis est refusé, ces valeurs ne sont remises aux requérants que sur preuve jugée satisfaisante par le surintendant, que les autres souscripteurs ont été intégralement remboursés.</p> <p>1974, c. 70, a. 23.</p>
Requête soumise après publication d'avis.	<p>24. La requête est soumise par le ministre au gouvernement dès que les requérants ont fait publier dans la <i>Gazette officielle du Québec</i>, pendant au moins quatre semaines consécutives, un avis signé par eux de leur désir d'être constitués en corporation. La requête doit être soumise dans les six mois suivant la date de cette publication.</p>
Contenu de l'avis.	<p>Cet avis doit mentionner:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la raison sociale de la compagnie; b) les nom, adresse et profession de chaque requérant; c) les catégories d'assurance envisagées; d) la localité, au Québec, où la compagnie aura son siège; e) le capital-actions envisagé, le nombre des actions, leur valeur nominale et l'excédent d'apport prévu. <p>1974, c. 70, a. 24.</p>
Conditions pour délivrance des lettres patentes.	<p>25. Les lettres patentes ne peuvent être délivrées que si les requérants font la preuve qu'ils se sont conformés à la loi et aux règlements et qu'ils ont les connaissances et la compétence administratives et</p>

techniques voulues pour se valoir la confiance du public dans la pratique des catégories d'assurance envisagées.

1974, c. 70, a. 25.

Capital-actions pour
assurance de personnes.

26. Dans le cas des compagnies constituées après le 20 octobre 1976 pour pratiquer l'assurance de personnes, le capital-actions versé et l'excédent d'apport combinés doivent être d'au moins \$2,000,000, le capital-actions versé devant être d'au moins \$1,000,000 et l'excédent d'apport d'au moins \$500,000.

1974, c. 70, a. 26.

Capital-actions pour
assurance de dommages.

27. Dans le cas de compagnies constituées après le 20 octobre 1976 pour pratiquer l'assurance de dommages, le capital-actions versé et l'excédent d'apport combinés doivent être d'au moins \$1,500,000, le capital-actions versé devant être d'au moins \$750,000 et l'excédent d'apport d'au moins \$250,000.

1974, c. 70, a. 27.

Paiement en espèces.

28. Le capital-actions et l'excédent d'apport visés aux articles 26 et 27 doivent être versés en espèces.

1974, c. 70, a. 28.

Paiement des frais avant
octroi de permis.

29. Toute souscription au capital-actions d'une compagnie d'assurance faite avant qu'un permis ne lui ait été délivré doit l'être sous réserve qu'aucune somme ne doit servir à payer des frais de commission, d'organisation ou de constitution au-delà d'un pourcentage déterminé, lequel ne doit pas excéder 15 pour cent du montant versé.

Dépôt du solde des sommes
payées.

Le reste des sommes ainsi payées doit être déposé dans une banque ou une compagnie de fiducie au Québec, ou dans une caisse d'épargne et de crédit qui est une institution inscrite au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts (chapitre A-26), tant que le surintendant n'aura pas délivré le permis demandé.

1974, c. 70, a. 29.

Remise des souscriptions si
permis refusé.

30. Toute souscription d'actions faite avant qu'un permis ait été délivré à la compagnie doit l'être sous réserve qu'en cas de refus du permis, les montants payés par les souscripteurs autres que les requérants doivent leur être remis intégralement.

1974, c. 70, a. 30.

- Autorisation pour sollicitation ou acceptation de souscriptions. **31.** Sauf autorisation du surintendant, personne n'a le droit de solliciter ou d'accepter une souscription au capital-actions d'une compagnie ou des versements y afférents tant que cette compagnie n'a pas obtenu son permis.
- Certificat Toute personne sollicitant des souscriptions au capital-actions d'une compagnie en formation doit posséder un certificat délivré par au moins deux des requérants, attestant qu'elle y est autorisée; une copie certifiée de ce certificat doit être adressée au surintendant.
- Dispositions applicables. Le présent article n'a pas pour effet de soustraire la sollicitation de souscriptions au capital-actions aux dispositions pertinentes de la Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1).
- 1974, c. 70, a. 31.
- Suspension du droit d'accepter des souscriptions. **32.** Si le surintendant constate qu'une personne a enfreint l'un des articles 29 à 31, il peut, après lui avoir donné l'occasion de se justifier, suspendre son droit d'accepter des souscriptions au capital de la compagnie en formation, ou des souscriptions y afférentes.
- 1974, c. 70, a. 32.
- Imputation des frais. **33.** Les frais de commission, d'organisation ou de constitution d'une compagnie d'assurance doivent être portés au compte des actionnaires et non à celui des assurés.
- 1974, c. 70, a. 33.

CHAPITRE II

ADMINISTRATION DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Application du chapitre. **34.** Le présent chapitre s'applique à toutes les compagnies d'assurance constituées en vertu des lois du Québec.
- 1974, c. 70, a. 34.
- Application de la partie I du chapitre C-38. **35.** En l'absence de disposition spéciale dans la présente loi, la partie I de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) s'applique *mutatis mutandis* à toute compagnie constituée en vertu du chapitre I du présent titre ou en vertu de la section I de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par le chapitre 70 des lois de 1974, sous réserve des dispositions contraires de la présente loi.

- Application de la partie II
du chapitre C-38. En l'absence de dispositions correspondantes dans la loi spéciale régissant une compagnie d'assurance, les dispositions de la partie II de la Loi sur les compagnies s'appliquent *mutatis mutandis* à cette compagnie sous réserve des dispositions contraires de la présente loi, lesquelles s'appliquent alors à cette compagnie.
1974, c. 70, a. 35.
- Application du chapitre
P-16. **36.** La Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (chapitre P-16) ne s'applique à aucune compagnie d'assurance, à l'exception des sections II et IV de ladite loi mais sous réserve de l'article 51 de la présente loi.
1974, c. 70, a. 36.
- Lettres patentes à
compagnie constituée par
loi spéciale. **37.** Le gouvernement peut autoriser le ministre à délivrer des lettres patentes à toute compagnie d'assurance constituée par une loi spéciale du Québec qui en fait la demande par requête:
a) pour remplacer les dispositions de sa charte par les dispositions correspondantes de la présente loi ou, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente loi, par celles de la partie II de la Loi sur les compagnies;
b) pour retrancher de sa charte toute disposition pour laquelle il n'existe aucune disposition correspondante dans la présente loi et dans la partie II de la Loi sur les compagnies.
- Effet d'une loi. Ces modifications par lettres patentes ont le même effet que si elles étaient faites par une loi.
1974, c. 70, a. 37.
- Requête. **38.** La requête visée à l'article 37 doit être signée par le président ou le vice-président et par le secrétaire de la compagnie; elle ne peut être présentée au ministre que si
a) elle est appuyée d'un règlement approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée convoquée à cette fin et par les deux tiers des assurés participant aux bénéfices qui y sont présents;
b) un avis résumant sommairement le contenu du règlement a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* au moins une semaine auparavant.
1974, c. 70, a. 38.
- Publication et tableau dans
recueil des lois. **39.** Le ministre doit faire publier ces lettres patentes dans la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant la date de leur entrée en vigueur. L'éditeur officiel du Québec doit insérer dans chaque recueil annuel des lois du Québec un tableau indiquant la date de

l'entrée en vigueur des lettres patentes délivrées avant son impression et les dispositions législatives qu'elles abrogent.

1974, c. 70, a. 39.

Consentement pour modifications.

40. Aucune modification ne peut être apportée aux lettres patentes d'une compagnie d'assurance si le gouvernement n'y a consenti après avoir pris l'avis du surintendant.

1974, c. 70, a. 40.

Annulation de charte.

41. Sous réserve des autres dispositions législatives applicables, la charte de toute compagnie d'assurance peut être annulée en conformité avec les articles 26 et 27 de la Loi sur les compagnies:

a) faute de pratiquer effectivement les assurances pendant deux ans à compter de la date de constitution en corporation;

b) si, après avoir pratiqué les assurances, la compagnie cesse de le faire pendant un an ou plus;

c) si son permis demeure suspendu pendant un an ou plus ou si, en cas d'annulation, il n'est pas renouvelé dans les trois mois.

1974, c. 70, a. 41.

Consentement pour abandon de charte.

42. La charte d'une compagnie d'assurance ne peut être abandonnée qu'avec le consentement du gouvernement sur avis du surintendant.

1974, c. 70, a. 42.

Attribution et transfert d'actions.

43. Sauf préavis de trente jours au surintendant, il est interdit aux administrateurs et dirigeants de compagnies d'assurances de permettre toute attribution d'actions entraînant une augmentation de 10 pour cent ou plus du nombre de celles-ci ou de permettre l'enregistrement d'un transfert d'actions portant sur 10 pour cent ou plus des actions émises.

Attribution et transfert d'actions.

Il en est ainsi de tout transfert ou de toute attribution d'actions pouvant avoir pour effet de porter à plus de 50 pour cent des actions émises, le nombre d'actions détenues directement ou indirectement par une seule et même personne.

1974, c. 70, a. 43.

Contenu du préavis.

44. Le préavis prévu à l'article 43 doit indiquer les noms et adresses des parties au transfert ou à l'attribution d'actions, le nombre d'actions que chacune désire acquérir ou aliéner, ainsi que les caractéristiques de ces actions.

Rapport. Sur réception du préavis prévu à l'article 43, le surintendant fait

rapport au gouvernement, qui peut, par arrêté, interdire le transfert ou l'attribution d'actions, à peine de nullité.

1974, c. 70, a. 44.

Attribution et transfert
d'actions à un non-résident.

45. Les administrateurs et dirigeants d'une compagnie d'assurance doivent s'abstenir d'attribuer des actions et refuser l'enregistrement d'un transfert d'actions de la compagnie en faveur d'un non-résident,

a) si ce non-résident et les personnes qui lui sont liées détiennent déjà, directement ou indirectement, 10 pour cent au moins des actions émises de cette compagnie ou dans la mesure où le transfert ou l'attribution peut avoir pour effet de porter le nombre de leurs actions au-delà de ce pourcentage; ou

b) si l'ensemble des non-résidents détiennent déjà, directement ou indirectement au moins 25 pour cent des actions émises de cette compagnie ou dans la mesure où le transfert ou l'attribution peut avoir pour effet de porter le nombre de leurs actions au-delà de ce pourcentage.

Exception.

Le présent article ne s'applique pas aux compagnies d'assurance dont plus de 50 pour cent des actions étaient la propriété de non-résidents le 20 octobre 1976, jusqu'à ce que le pourcentage des actions de ces compagnies détenu par des non-résidents soit réduit à 50 pour cent.

1974, c. 70, a. 45.

Renseignements requis.

46. Le conseil d'administration d'une compagnie d'assurance peut exiger de toute personne qui requiert l'enregistrement d'un transfert tout renseignement requis pour l'application des articles 43 à 45; il peut refuser d'enregistrer le transfert à une personne qui ne lui fournit pas ce renseignement.

1974, c. 70, a. 46.

Infraction et peine.

47. Toute compagnie d'assurance ainsi que tout administrateur ou autre dirigeant d'une compagnie d'assurance qui autorise ou prescrit un transfert ou une attribution d'actions contrairement aux articles 43 ou 45 ou qui y consent, est coupable d'une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende d'au moins \$5,000 et d'au plus \$50,000.

1974, c. 70, a. 47.

Non-résident.

48. Un non-résident, pour l'application de l'article 45, est tout individu qui ne réside pas ordinairement au Canada ou toute corpo-

	<p>ration qui a été constituée ailleurs qu'au Canada, ou qui est liée à des non-résidents.</p>
Non-résident.	<p>Un exécuteur testamentaire, administrateur, tuteur, curateur, gardien ou fidéicommissaire en possession d'actions appartenant à des non-résidents est réputé être un non-résident à l'égard de ces actions.</p>
Non-résident.	<p>Il en est de même d'une fiducie établie par un non-résident ou dans laquelle l'ensemble des non-résidents ont des intérêts dans une proportion de plus de 50 pour cent.</p>
	<p>1974, c. 70, a. 48.</p>
Application des aa. 45-48.	<p>49. Pour l'application des articles 45 à 48:</p>
Groupe lié.	<p>1° on doit considérer qu'un groupe est lié lorsque chacune des personnes qui le composent est liée à chaque autre personne du groupe;</p>
Personnes liées.	<p>2° sont des personnes liées ou des personnes liées entre elles:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des individus unis par les liens du sang, du mariage ou de l'adoption; b) une corporation et <ul style="list-style-type: none"> i. la personne qui maîtrise cette corporation, ii. une personne membre d'un groupe lié qui maîtrise la corporation, ou iii. une personne liée à celle visée au sous-paragraphe i ou ii; c) deux corporations quelconques <ul style="list-style-type: none"> i. si elles sont maîtrisées par la même personne ou le même groupe de personnes; ii. si chacune d'elles est maîtrisée par une personne et si la personne maîtrisant l'une est liée à celle maîtrisant l'autre; iii. si l'une d'elles est maîtrisée par une personne liée à un membre d'un groupe lié qui maîtrise l'autre; iv. si l'une des corporations est maîtrisée par une personne liée à chaque membre d'un groupe non lié qui maîtrise l'autre; v. si l'un des membres d'un groupe lié maîtrisant une des corporations est lié à chaque membre d'un groupe non lié qui maîtrise l'autre; ou vi. si chaque membre d'un groupe non lié maîtrisant une des corporations est lié à au moins un membre d'un groupe non lié qui maîtrise l'autre;
Corporations liées.	<p>3° deux corporations liées à une même corporation en vertu du paragraphe 2° sont réputées, pour l'application du paragraphe 1°, être liées entre elles;</p>
Application des par. 1° et 3°.	<p>4° pour l'application des paragraphes 1° à 3°,</p> <ul style="list-style-type: none"> a) un groupe lié qui est en mesure de maîtriser une corporation est réputé être un groupe lié qui la maîtrise, qu'il fasse ou non partie d'un groupe plus vaste qui maîtrise en fait la corporation; b) une personne qui avait, en vertu d'un contrat, un droit immédiat ou conditionnel, avec ou sans réserve, à des actions d'une corpo-

ration, ou un droit de les acquérir ou d'en maîtriser les droits de vote, est réputée, sauf lorsque le contrat stipule que le droit ne peut être exercé qu'au décès d'un particulier qui y est désigné, avoir occupé la même position relativement à la maîtrise de la corporation que si les actions lui appartenaient; et

c) un actionnaire de deux ou plusieurs corporations est réputé, à ce titre relativement à l'une de ces corporations, être lié à lui-même à titre d'actionnaire relativement à chacune des autres corporations;

Application de l'article:
personnes unies.

5° pour l'application du présent article:

a) des personnes sont unies par les liens du sang si l'une est descendant, frère ou soeur de l'autre;

b) des personnes sont unies par les liens du mariage si l'une est mariée à l'autre ou à une personne qui est unie à l'autre par les liens du sang; et

c) des personnes sont unies par les liens de l'adoption si l'une a été adoptée, de droit ou de fait, comme enfant de l'autre ou comme enfant d'une personne ainsi unie à l'autre par les liens du sang, mais autrement qu'en qualité de frère ou de soeur.

1974, c. 70, a. 49.

Action détenue
conjointement.

50. Lorsqu'une action du capital-actions d'une compagnie exerçant l'assurance sur la vie est détenue conjointement, elle est réputée être, pour l'application de la présente section, détenue par un non-résident si au moins un des détenteurs est un non-résident.

1974, c. 70, a. 50.

SECTION II

CAPITAL-ACTIONS

Modification du
capital-actions.

51. Moyennant l'approbation du gouvernement et sous réserve des articles 26 et 27, les compagnies d'assurance peuvent modifier leur capital-actions, notamment en l'augmentant ou en subdivisant les actions.

1974, c. 70, a. 51.

Actions ordinaires.

52. Le capital-actions des compagnies d'assurance doit être constitué exclusivement d'actions ordinaires à valeur nominale.

1974, c. 70, a. 52.

Condition d'émission.

53. Les actions de compagnies d'assurance ne peuvent être émises que lorsqu'elles sont entièrement payées.

1974, c. 70, a. 53.

SECTION III

ADMINISTRATEURS

- Nombre.** **54.** Le nombre des administrateurs de toute compagnie d'assurance ne peut être inférieur à sept ni supérieur à vingt et un.
- Qualités requises.** Les trois quarts des administrateurs doivent être des citoyens canadiens et la majorité d'entre eux doivent résider au Québec.
- 1974, c. 70, a. 54.
- Élection par porteurs de polices avec participation.** **55.** Dans le cas d'une compagnie d'assurance sur la vie qui pratique les assurances avec participation aux bénéfices, au moins un tiers des membres du conseil d'administration doit être élu, à raison d'une voix par personne, par les porteurs de polices avec participation présents à l'assemblée générale au cours de laquelle les administrateurs sont élus.
- Application de l'article.** Nonobstant toute autre disposition légale, le présent article s'applique à toute compagnie pratiquant, au 20 octobre 1976, les assurances avec participation aux bénéfices.
- 1974, c. 70, a. 55.
- Possession d'actions.** **56.** Tout administrateur élu par les actionnaires doit, pendant toute la durée de ses fonctions, posséder absolument en son propre nom des actions de la compagnie ou être un administrateur ou un dirigeant d'une compagnie actionnaire de la compagnie.
- Porteur de polices avec participation.** Nul ne peut être élu administrateur par les porteurs de polices avec participation s'il n'est pas lui-même porteur d'une pareille police d'un capital d'au moins \$4,000 émise par la compagnie en question, sur laquelle aucune prime n'est due.
- Perte de qualité.** Tout administrateur ne satisfaisant pas aux dispositions du présent article perd dès lors sa qualité d'administrateur.
- 1974, c. 70, a. 56.
- Personnes inéligibles.** **57.** Sont inéligibles au poste d'administrateur d'une compagnie d'assurance les agents d'assurance ou experts en sinistres traitant avec la compagnie en pareille qualité ainsi que les administrateurs d'une corporation traitant avec la compagnie en pareille qualité.
- 1974, c. 70, a. 57.
- Dispositions applicables.** **58.** Les articles 56 et 57 ne s'appliquent aux administrateurs en fonction le 20 octobre 1976, qu'à compter de cette date.
- 1974, c. 70, a. 58.

Dirigeants rémunérés. **59.** Les dirigeants rémunérés d'une compagnie d'assurance ne peuvent constituer plus du tiers de son conseil d'administration.
1974, c. 70, a. 59.

Quorum. **60.** Il y a quorum aux assemblées des administrateurs lorsque plus de la moitié d'entre eux sont présents.
1974, c. 70, a. 60.

Administrateur de plus d'une compagnie. **61.** Nul ne peut être administrateur de plus d'une compagnie d'assurance de personnes ou de plus d'une compagnie d'assurance de dommages sauf en ce qui concerne les compagnies dont la majorité des actions est détenue par une même personne ou par un même groupe de personnes.
1974, c. 70, a. 61.

Emprunts. **62.** Les assureurs peuvent, aux fins de leurs objets et pouvoirs, contracter des emprunts pour une durée d'au plus douze mois; ces emprunts ne doivent pas être effectués par émission d'obligations.
1974, c. 70, a. 62.

SECTION IV

ACTIONNAIRES ET PORTEURS DE POLICES AVEC PARTICIPATION

Avis d'assemblée générale. **63.** Un avis de toute assemblée générale des actionnaires d'une compagnie d'assurance doit, au moins quinze jours avant la date fixée pour l'assemblée, être adressé à chaque actionnaire ainsi qu'à chaque porteur de police avec participation et publié dans un quotidien atteignant la localité où la compagnie a son siège social.

Contenu. Cet avis indique le lieu, la date et l'heure où l'assemblée aura lieu.
1974, c. 70, a. 63.

Mention sur avis d'échéance et sur reçus. **64.** Les préavis d'assemblées annuelles à adresser aux porteurs de polices avec participation peuvent être remplacés par une mention bien lisible et bien en vue figurant sur les avis d'échéance de prime et les reçus de prime et précisant la date, l'heure et le lieu des assemblées.
1974, c. 70, a. 64.

Procuration nommant
fondé de pouvoir.

65. Toute procuration nommant un fondé de pouvoir pour voter à une assemblée générale des actionnaires d'une compagnie d'assurance doit, pour être valide, avoir été donnée dans l'année précédant l'assemblée et avoir été délivrée au secrétaire de la compagnie au moins dix jours avant l'assemblée.

Utilisation.

Cette procuration ne peut être utilisée que pour l'assemblée en question ou en cas d'ajournement.

1974, c. 70, a. 65.

Droit d'assister aux
assemblées.

66. Les porteurs de police avec participation ont le droit d'assister à toutes les assemblées générales de la compagnie.

Partage des bénéfices par
porteurs de polices avec
participation.

Les porteurs de polices avec participation délivrées par une compagnie pratiquant l'assurance sur la vie ont droit de partager dans la portion des bénéfices distraits qui a été séparée comme provenant de cette catégorie de polices dans une proportion d'au moins

a) 90 pour cent de ces bénéfices en toute année où la moyenne du fonds de participation n'excède pas \$250,000,000;

b) 92½ pour cent de ces bénéfices en toute année où la moyenne du fonds de participation excède \$250,000,000 sans dépasser \$500,000,000;

c) 95 pour cent de ces bénéfices en toute année où la moyenne du fonds de participation excède \$500,000,000 sans dépasser \$1,000,000,000; et

d) 97½ pour cent de ces bénéfices en toute année où la moyenne du fonds de participation excède \$1,000,000,000.

1974, c. 70, a. 66.

CHAPITRE III

COMPAGNIES MUTUELLES D'ASSURANCE SUR LA VIE

SECTION I

APPLICATION

Chapitre applicable à la
mutualisation de
compagnies.

67. Nonobstant toute disposition contraire, le présent chapitre s'applique à la mutualisation des compagnies d'assurance sur la vie constituées en vertu des lois du Québec ainsi qu'à l'administration des compagnies de ce genre qui sont constituées ou mutualisées suivant les dispositions du présent chapitre ou en vertu d'une loi spéciale du Québec.

Dispositions applicables.

Sous réserve des dispositions du présent chapitre, les autres dispositions de la présente loi s'appliquent à ces compagnies.

1974, c. 70, a. 67.

SECTION II

MUTUALISATION

Transformation en
compagnie mutuelle.

68. Toute compagnie d'assurance constituée en vertu des lois du Québec et pratiquant l'assurance sur la vie peut, avec l'autorisation du gouvernement, se transformer en compagnie mutuelle d'assurance sur la vie en rachetant ses actions conformément au présent chapitre.

1974, c. 70, a. 68.

Règlement et vote
d'approbation.

69. La mutualisation est ordonnée par un règlement qui doit avoir été approuvé par le vote d'au moins la majorité en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée convoquée à cette fin ainsi que par le vote d'au moins la majorité des porteurs de polices avec participation présents à cette assemblée.

Modalités et prix.

Ce règlement doit établir les modalités de la mutualisation et, notamment, mentionner le prix que la compagnie offre à ses actionnaires pour l'achat de leurs actions.

1974, c. 70, a. 69.

Conditions d'autorisation
de mutualisation.

70. La mutualisation ne peut être autorisée par le gouvernement que si:

a) le capital versé de la compagnie n'est plus requis pour la protection des assurés, compte tenu de la situation financière de la compagnie et de son chiffre d'affaires;

b) au moins 50 pour cent des actions émises et attribuées de la compagnie lui ont été offertes en vente par leurs détenteurs au prix fixé par le règlement;

c) l'offre visée au paragraphe *b* est irrévocable pour une période d'au moins six mois;

d) la compagnie dispose des sommes requises pour acheter, dès que l'autorisation du gouvernement visée à l'article 68 a été obtenue, au moins 25 pour cent de toutes ses actions émises et attribuées;

e) le prix fixé pour l'achat des actions est raisonnable, de l'avis du gouvernement.

1974, c. 70, a. 70.

Somme pouvant être
affectée à l'achat d'actions.

71. La somme que la compagnie peut affecter à l'achat de ses actions aux fins de la mutualisation ne doit pas dépasser l'excédent de son actif sur son passif diminué des sommes déjà payées pour l'achat d'actions en vertu du règlement visé à l'article 69 et de 10

pour cent de l'actif de la compagnie, ou un pourcentage moindre établi par le gouvernement.

1974, c. 70, a. 71.

Délai d'achat et de paiement.

72. La compagnie doit, dans les quatre-vingt-dix jours suivant l'autorisation visée à l'article 68, acheter et payer toutes les actions qui lui ont été offertes en vente jusqu'à la date de cette autorisation.

Délai d'achat et de paiement.

Elle doit, par la suite, acheter et payer les actions qui lui sont offertes en vente dans les dix jours suivant l'offre.

1974, c. 70, a. 72.

Répartition des achats au prorata.

73. Si, en raison de l'application de l'article 71, la compagnie ne peut payer toutes les actions qui lui sont offertes, elle doit, nonobstant l'article 72, répartir ses achats au prorata des actions offertes, exclusion faite de toute fraction d'action; elle doit par la suite acheter d'autres actions de la même façon dès qu'elle peut disposer de la somme prévue à l'article 71.

1974, c. 70, a. 73.

Offres irrévocables.

74. Dès l'autorisation visée à l'article 68 toutes les offres d'actions antérieures ou ultérieures sont irrévocables nonobstant toute stipulation de délai.

1974, c. 70, a. 74.

Taux des dividendes payés.

75. Lorsqu'une compagnie achète des actions conformément au présent chapitre elle doit payer annuellement à ses actionnaires, tant que son capital-actions n'a pas été annulé, des dividendes à un taux au moins égal au taux versé pendant les trois années ayant précédé l'autorisation du gouvernement, à moins que sa situation financière ne s'y oppose et que le surintendant n'ait autorisé un taux inférieur.

1974, c. 70, a. 75.

Avis et mise en réserve.

76. Dès que la compagnie a reçu des offres de vente d'au moins 75 pour cent de ses actions émises et attribuées, qu'elle a acheté toutes celles lui ayant été offertes en vente et qu'elle dispose des sommes nécessaires à l'achat des autres, elle doit en notifier par écrit le surintendant et chaque détenteur enregistré de ces autres actions et mettre en réserve la somme nécessaire à leur achat, lequel doit être effectué au reçu des certificats correspondants.

1974, c. 70, a. 76.

Publication d'avis.	77. Le surintendant doit, si la compagnie s'est conformée à la présente loi, publier dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> un avis de ce qui lui a été notifié en conformité avec l'article 76.
Effet de la publication.	À compter de la publication de l'avis, le capital-actions de la compagnie est annulé et elle est dès lors transformée en compagnie mutuelle d'assurance sur la vie relevant de la section III du présent chapitre. <u>1974, c. 70, a. 77.</u>
Registre.	78. La compagnie doit tenir un registre portant: a) les noms et adresses de tous les actionnaires lui ayant offert des actions en vente ainsi que, pour chaque offre, la date de la réception et le nombre des actions; b) pour chaque actionnaire, la date et le prix d'achat. <u>1974, c. 70, a. 78.</u>
Montant inscrit à l'actif.	79. Tant que son capital-actions n'a pas été annulé conformément à l'article 77, la compagnie doit, dans l'état annuel qu'elle est tenue de déposer au service des assurances, inscrire à son actif un montant égal à la valeur nominale de chaque action achetée. <u>1974, c. 70, a. 79.</u>
Montant inscrit à l'actif.	80. Dans l'état annuel qu'elle doit déposer au service des assurances la compagnie peut inscrire à son actif un montant égal à l'excédent du prix de chaque action achetée sur sa valeur nominale, diminué cependant, chaque année, d'au moins un cinquième dudit excédent pour chaque année écoulée depuis l'achat.
Actions réputées achetées.	Sont réputées achetées les actions ayant fait l'objet de la réserve prévue à l'article 76. <u>1974, c. 70, a. 80.</u>
Élection d'administrateurs.	81. Lors de chaque assemblée annuelle suivant l'autorisation du gouvernement visée à l'article 68, les assurés ont le droit d'élire le nombre d'administrateurs proportionnel au rapport du nombre d'actions rachetées par la compagnie au total des actions émises à cette date, tout excédent de fraction étant compté en faveur des assurés, ou à tout le moins un tiers des administrateurs. <u>1974, c. 70, a. 81.</u>
Voix supplémentaires des administrateurs.	82. À toute assemblée générale annuelle ou extraordinaire tenue en cours d'achat des actions et avant l'annulation du capital-actions, les administrateurs élus par les assurés ont droit en sus de leurs voix

d'actionnaires à un nombre de voix supplémentaires égal au nombre d'actions achetées par la compagnie; ces voix supplémentaires sont réparties le plus également possible entre ces administrateurs et les voix éventuellement restantes sont attribuées à celui de ces administrateurs qui est désigné par le conseil d'administration.

1974, c. 70, a. 82.

Émission de nouvelles actions.

83. Dès l'autorisation prévue à l'article 68, la compagnie perd tout droit d'émettre de nouvelles actions.

1974, c. 70, a. 83.

Réémission ou disposition après achat.

84. L'achat par la compagnie d'actions de son capital-actions lui interdit de les réémettre ou d'en disposer autrement.

1974, c. 70, a. 84.

Charte applicable.

85. Tant que son capital-actions n'est pas annulé en vertu de l'article 77 et sauf disposition contraire de la présente loi, la compagnie reste régie par sa charte.

1974, c. 70, a. 85.

Sommes payées ne constituent pas distribution de surplus.

86. Les sommes payées par la compagnie pour l'achat des actions émises et attribuées de son capital-actions conformément à la présente loi ne constituent pas une distribution de surplus visée par une loi fiscale au sens de la Loi sur le ministère du revenu (chapitre M-31).

1974, c. 70, a. 86.

SECTION III

ADMINISTRATION

Membres visés.

87. Les membres d'une compagnie à laquelle la présente section s'applique sont les personnes qui sont propriétaires d'un contrat d'assurance établi par elle.

Propriétaires.

Sont seuls réputés propriétaires:

a) dans le cas d'un contrat désignant plusieurs assurés, l'assuré nommé en premier lieu;

b) dans le cas d'un contrat de groupe, le preneur et les adhérents s'il y a stipulation à cet effet au contrat.

1974, c. 70, a. 87.

- Droit de vote.** **88.** Sous réserve des règlements adoptés à ce sujet par le gouvernement, tous les membres, sauf les mineurs, sont habiles à voter aux assemblées générales.
1974, c. 70, a. 88.
- Manière de voter.** **89.** Un membre peut voter en personne ou, si la charte de la compagnie y pourvoit, par l'entremise d'un fondé de pouvoir; il n'a droit qu'à une seule voix, quel que soit le nombre ou le montant des contrats dont il est propriétaire.
- Procuration.** Toute procuration autorisant un fondé de pouvoir à voter à une assemblée générale doit, pour être valide, avoir été donnée dans les trois mois précédant l'assemblée en question et déposée entre les mains du secrétaire de la compagnie au moins dix jours avant cette assemblée.
- Utilisation.** Cette procuration ne peut être utilisée qu'à cette assemblée ou à ses ajournements.
1974, c. 70, a. 89.
- Avis d'assemblée.** **90.** Avis de toute assemblée générale ou extraordinaire de la compagnie est donné aux membres au moins quinze jours avant la date fixée pour l'assemblée, au moyen d'une annonce dans un quotidien atteignant la localité où la compagnie a son siège social.
1974, c. 70, a. 90.
- Conseil d'administration.** **91.** La compagnie doit avoir un conseil d'administration d'au moins sept et d'au plus vingt et un membres, dont chacun doit être habile à voter aux assemblées générales, soit à titre personnel, soit en tant qu'administrateur ou dirigeant d'une corporation habile à voter auxdites assemblées.
- Qualités.** Les trois quarts des administrateurs doivent être des citoyens canadiens et la majorité d'entre eux doivent résider au Québec.
1974, c. 70, a. 91.
- Élection.** **92.** Les administrateurs sont élus lors de l'assemblée générale annuelle et pour un mandat d'une durée d'au plus trois ans fixée par les règlements.
- Expiration des mandats.** Si les mandats sont de deux ou de trois ans, les règlements doivent pourvoir aux mécanismes nécessaires pour que le nombre de ceux qui arrivent à expiration annuellement soit aussi égal que possible.
1974, c. 70, a. 92.

Fonctions continuées. **93.** Les administrateurs demeurent en fonction après l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés ou réélus.
1974, c. 70, a. 93.

CHAPITRE IV

FORMATION ET ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS MUTUELLES D'ASSURANCE INCENDIE ET DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

SECTION I

FORMATION

Constitution pour secours mutuels. **94.** Nulle corporation ne peut être constituée au Québec pour pratiquer des secours mutuels si ce n'est en vertu de la présente section.

1974, c. 70, a. 94.

Formation autorisée. **95.** Le ministre peut, après avoir pris l'avis du surintendant, autoriser la formation:

- a) d'une société mutuelle d'assurance-incendie pour toute municipalité de comté qu'il désigne et où il n'existe pas de société mutuelle d'assurance-incendie exerçant d'une manière efficace;
- b) d'une société de secours mutuels.

1974, c. 70, a. 95.

Déclaration de constitution. **96.** Les personnes désirant former une société visée à l'article 95 doivent signer, en double exemplaire et devant témoins, une déclaration de constitution.

Signatures. S'il s'agit d'une société mutuelle d'assurance-incendie, la déclaration doit être signée par au moins deux cents personnes résidant au Québec et propriétaires d'un immeuble dans la municipalité de comté à l'égard de laquelle la constitution de la société est demandée.

Signatures. S'il s'agit d'une société de secours mutuels, la déclaration doit être signée par au moins cinq cents personnes.

1974, c. 70, a. 96.

Souscription d'assurances par les signataires. **97.** Les signataires de toute déclaration ayant trait à une société mutuelle d'assurance-incendie doivent, dans la dite déclaration, s'engager à souscrire dans la société envisagée des assurances d'au

moins \$1,000,000 par municipalité de comté visée dans la déclaration de constitution.

1974, c. 70, a. 97.

Contenu de la déclaration.

98. La déclaration doit donner tous les renseignements exigés par les règlements et préciser la raison sociale de la société envisagée, le lieu de son siège, les noms, prénoms, professions et domiciles des signataires et de la personne provisoirement désignée comme secrétaire pour la remise des exemplaires de la déclaration au ministre et pour la convocation de l'assemblée d'organisation prévue à l'article 104, les modalités de cette convention ainsi que:

a) s'il s'agit d'une société de secours mutuels, les domaines d'activité devant faire l'objet de sa garantie;

b) s'il s'agit d'une société mutuelle d'assurance-incendie, le nom de chaque municipalité de comté à l'égard de laquelle la constitution est envisagée, les catégories d'assurances devant être pratiquées, les emplacements des biens à assurer et le montant d'assurance que chaque signataire s'engage à souscrire dans la société.

Documents.

La déclaration doit être accompagnée des documents exigés par les règlements.

Précisions sur tarifs et sur indemnités.

De plus, s'il s'agit d'une société de secours mutuels, la déclaration doit être accompagnée de précisions sur les tarifs devant être appliqués et les indemnités devant être versées, lesdites précisions devant, par surcroît, être attestées conformes aux principes actuariels dans un certificat portant la signature d'un actuaire.

1974, c. 70, a. 98.

Avis de constitution en corporation.

99. La déclaration ne peut être présentée au ministre que si le secrétaire provisoire a fait publier dans la *Gazette officielle du Québec* pendant au moins deux semaines consécutives, un avis signé par lui de l'intention des déclarants d'être constitués en corporation. La requête doit être présentée dans les six mois suivant cette publication.

Mentions.

Cet avis doit porter les mentions prévues à l'article 98.

1974, c. 70, a. 99.

Cautionnement.

100. La déclaration ne peut être présentée que s'il est déposé entre les mains du ministre des finances une somme de \$20,000, en valeurs acceptables à titre de cautionnement aux fins de la présente loi, ladite somme devant être utilisée à cet effet si la demande de permis de la société est agréée.

1974, c. 70, a. 100.

Exemplaires au ministre.

101. Les deux exemplaires de la déclaration doivent être transmis

au ministre. Si la formation de la société est autorisée, le ministre en témoigne en apposant sa signature sur chaque exemplaire.

Avis d'autorisation. Un avis confirmant que l'autorisation a été accordée doit être publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec* aux frais de la société.

1974, c. 70, a. 101.

Exemplaire de déclaration aux archives. **102.** Après la publication de l'avis prévu à l'article 101, un des exemplaires de la déclaration doit être déposé aux archives du ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières et l'autre, retourné au secrétaire provisoire de la société.

Date de la formation. Dès la publication de cet avis, les fondateurs forment une société mutuelle d'assurance-incendie ou, suivant le cas, une société de secours mutuels qui sont des corporations au sens du Code civil.

1974, c. 70, a. 102; 1975, c. 76, a. 11.

Preuve de formation et d'existence. **103.** La publication de l'avis établit la preuve de la formation et de l'existence de la société ainsi que de sa raison sociale.

1974, c. 70, a. 103.

SECTION II

ASSEMBLÉE D'ORGANISATION

Date d'assemblée d'organisation. **104.** La première assemblée de la société, ou assemblée d'organisation, doit être tenue dans les soixante jours de l'avis prévu au deuxième alinéa de l'article 101. La convocation des fondateurs à cette assemblée est faite par le secrétaire provisoire suivant le mode déterminé dans la déclaration de constitution.

Convocation. En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire provisoire, l'assemblée peut être convoquée par deux fondateurs.

1974, c. 70, a. 104.

Ordre du jour. **105.** L'ordre du jour de l'assemblée d'organisation est le suivant:

- a) élection du président et du secrétaire de l'assemblée;
- b) lecture de la déclaration de constitution et de l'avis prévu à l'article 101;

- c) étude et adoption du règlement interne;

- d) élection des membres du conseil d'administration;

- e) nomination d'un vérificateur;

- f) ouverture du registre des polices émises et des engagements de souscription des futurs membres.

1974, c. 70, a. 105.

SECTION III

RAISON SOCIALE

- Raison sociale.** **106.** La raison sociale d'une société mutuelle ne doit pas être susceptible de confusion avec celle d'une autre association, société ou corporation.
- Mots à inclure.** Elle doit toujours comporter, s'il s'agit d'une société mutuelle d'assurance-incendie, les mots «mutuelle» et «assurance contre l'incendie», ou s'il s'agit d'une société de secours mutuels, les mots «société de secours mutuels».
- Dispositions non applicables.** Le présent article ne s'applique pas aux corporations constituées avant le 20 octobre 1976.
1974, c. 70, a. 106.
- Mots pouvant être employés.** **107.** Seules les sociétés mutuelles peuvent employer, dans leur raison sociale ou dans le cadre de leurs activités, le mot «mutuelle» associé aux expressions «contre le feu» ou «contre l'incendie» ou, suivant le cas, les mots «société de secours mutuels», sauf dans la mesure déterminée par les règlements.
1974, c. 70, a. 107.
- Raison sociale de la déclaration.** **108.** Aucune société mutuelle ne peut dans le cours de ses activités se servir d'une raison sociale autre que celle qui lui est donnée dans la déclaration, sauf en cas de modification apportée par application de l'article 121, auquel cas elle ne peut utiliser que sa nouvelle raison sociale.
- Langue de la raison sociale.** Si la société mutuelle a une raison sociale française et une raison sociale anglaise, ou une raison sociale comportant une version française et une version anglaise, elle peut être légalement désignée sous sa raison sociale française ou la version française de cette raison sociale ou à la fois sous les deux raisons sociales ou les deux versions.
1974, c. 70, a. 108.
- Modification de raison sociale par le ministre.** **109.** Après avoir demandé l'avis du surintendant, le ministre peut modifier toute raison sociale identique à une autre déjà existante, toute raison sociale ressemblant à une autre déjà existante au point qu'à son avis il y a danger de confusion ou encore toute raison sociale pouvant induire en erreur quant à la nature des activités de la société qu'elle désigne.
- Publication.** Le ministre doit publier la modification dans la *Gazette officielle du Québec*. La modification entre en vigueur dès la publication de cet avis ou à toute date ultérieure fixée dans l'avis.
1974, c. 70, a. 109.

SECTION IV

MEMBRES

Personnes considérées comme membres. **110.** Les membres d'une société mutuelle d'assurance-incendie sont ses fondateurs et toutes autres personnes qui souscrivent des billets de souscription en vue d'obtenir des assurances.

1974, c. 70, a. 110.

Personnes considérées comme membres. **111.** Les membres d'une société de secours mutuels sont ses fondateurs et toutes autres personnes qui:

- a) signent une demande d'adhésion;
- b) souscrivent les primes, cotisations ou dons prévus par les règlements de la société; et
- c) s'engagent à respecter les règlements de la société.

1974, c. 70, a. 111.

Cessation. **112.** Un membre d'une société mutuelle d'assurance-incendie cesse de l'être à l'échéance de sa police ou du seul fait que son billet de souscription a été totalement cotisé ou n'a pas été renouvelé.

1974, c. 70, a. 112.

SECTION V

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Constitution. **113.** Les membres de la société constituent l'assemblée générale, lorsqu'ils sont convoqués en assemblée annuelle ou en assemblée extraordinaire.

1974, c. 70, a. 113.

Une voix. **114.** Aux assemblées générales, aucun membre n'a droit à plus d'une voix.

Fondé de pouvoir. Cette voix peut être exprimée par un fondé de pouvoir muni d'une procuration, que celui-ci soit ou non membre de la société.

1974, c. 70, a. 114.

Validité de la procuration. **115.** Pour être valide, la procuration doit avoir été donnée dans les trois mois ayant précédé l'assemblée et présentée au secrétaire au moins dix jours avant celle-ci.

- Usage. La procuration n'est valide que pour l'assemblée visée et, éventuellement, ses reprises.
1974, c. 70, a. 115.
- Révocabilité. **116.** Toute procuration est révocable avant la tenue de l'assemblée visée.
1974, c. 70, a. 116.
- Vote interdit. **117.** Le vote est interdit à tout membre dont les cotisations n'ont pas été réglées.
1974, c. 70, a. 117.
- Personnel salarié. **118.** Le personnel salarié de la société n'a pas le droit de voter à l'élection des administrateurs.
1974, c. 70, a. 118.
- Quorum. **119.** Sauf disposition contraire du règlement, vingt-cinq membres en règle forment le quorum.
1974, c. 70, a. 119.
- Modification. **120.** L'assemblée générale peut modifier le règlement interne.
1974, c. 70, a. 120.
- Changement du siège social ou de la raison sociale. **121.** L'assemblée générale peut, par règlement spécial, changer le siège social ou la raison sociale de la société.
Approbation. Ce règlement n'entre en vigueur que si le ministre l'approuve après avoir demandé l'avis du surintendant et qu'après publication d'un avis à cet effet dans la *Gazette officielle du Québec*.
1974, c. 70, a. 121.
- Décisions à la majorité. **122.** Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité des voix des membres présents ou des délégués présents, celle du président étant prépondérante.
Règlements spéciaux. Cependant, les règlements spéciaux doivent, pour être adoptés, recevoir l'approbation d'au moins les deux tiers des suffrages.
1974, c. 70, a. 122.
- Assemblée annuelle. **123.** Les membres doivent se réunir en assemblée annuelle avant

le 31 mars de chaque année pour approuver le rapport annuel, élire les administrateurs, ratifier la rémunération fixée pour le secrétaire, nommer le vérificateur et se prononcer sur les cotisations ainsi que sur toute autre question concernant la société.

1974, c. 70, a. 123.

Assemblée extraordinaire. **124.** Le conseil d'administration ainsi que le président ou le vice-président peuvent décréter la tenue d'une assemblée extraordinaire lorsqu'ils le jugent utile.

Assemblée extraordinaire. En outre, le conseil d'administration doit décréter la tenue d'une assemblée extraordinaire si un cinquième des membres le demande.

1974, c. 70, a. 124.

Avis de convocation. **125.** Tout avis de convocation d'une assemblée générale est donné au moins sept jours avant sa date, par courrier ordinaire, ou au moins quinze jours avant sa date dans un quotidien atteignant la localité où la société a son siège social.

Contenu. Cet avis doit faire part du lieu, de la date et de l'heure de l'assemblée et, le cas échéant, donner un résumé de toute modification proposée aux règlements de la société.

Indications pour société de secours mutuels. Une société de secours mutuels doit en outre indiquer la date, l'heure et le lieu de son assemblée annuelle, en caractères bien visibles et bien en vue, sur tout avis d'échéance de prime ou cotisation qu'elle fait parvenir à ses membres.

1974, c. 70, a. 125.

Convocation d'assemblée non tenue. **126.** Toute assemblée demandée selon le deuxième alinéa de l'article 124 et n'ayant pas été tenue dans les vingt et un jours de la demande, peut être convoquée par deux des signataires de celle-ci.

1974, c. 70, a. 126.

Questions pouvant être discutées. **127.** Les assemblées extraordinaires ne peuvent statuer que sur les questions proposées dans les avis de convocation.

Révocation d'administrateur. Pourvu qu'elle ait préalablement reçu l'approbation du surintendant, toute assemblée extraordinaire convoquée à cette fin, peut révoquer le mandat d'un administrateur.

1974, c. 70, a. 127.

SECTION VI

CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Composition.** **128.** Le conseil d'administration de toute société se compose de cinq administrateurs, choisis parmi les membres lors de l'assemblée annuelle.
- Maximum.** Toutefois, le règlement peut prévoir un nombre plus élevé d'administrateurs, jusqu'à concurrence de quinze.
1974, c. 70, a. 128.
- Éligibilité.** **129.** Tout administrateur d'une société mutuelle d'assurance-incendie doit être porteur d'une police d'assurance contractée auprès de la société pour un montant d'au moins \$1,500.
1974, c. 70, a. 129.
- Membres exclus.** **130.** Aucun membre du personnel salarié de la société ne peut être élu administrateur, ni exercer cette fonction.
1974, c. 70, a. 130.
- Exercice de mandat.** **131.** Les administrateurs exercent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs et ils sont rééligibles.
1974, c. 70, a. 131.
- Durée du mandat.** **132.** La durée du mandat des administrateurs est d'un an; elle peut être portée à deux ou à trois ans par règlement spécial. Dans ce cas un certain nombre d'administrateurs est, chaque année, remplacé selon le mode de rotation que ce règlement détermine. Ce règlement doit prévoir le remplacement annuel d'un nombre d'administrateurs aussi égal que possible.
1974, c. 70, a. 132.
- Éligibilité.** **133.** Aucun membre n'est éligible à la fonction d'administrateur tant qu'il n'a pas acquitté toutes les cotisations qu'il doit à la société.
1974, c. 70, a. 133.
- Administration des affaires.** **134.** Le conseil d'administration administre les affaires de la société et exerce, en conformité avec le règlement, les pouvoirs qui lui sont généralement ou spécialement délégués par l'assemblée générale.
1974, c. 70, a. 134.

Pouvoirs du conseil
d'administration.

135. Le conseil d'administration doit notamment:

- a) exiger de toute personne ayant l'administration ou la garde des fonds de la société un cautionnement d'au moins \$5,000, dont il détermine la nature;
- b) fixer les tarifs d'assurance ou, suivant le cas, le montant des cotisations ainsi que les montants pour lesquels les assurances peuvent être contractées ou les secours accordés;
- c) lors de l'assemblée annuelle, rendre compte de son mandat et soumettre le rapport annuel;
- d) transmettre une copie certifiée de l'état annuel suivant les prescriptions de l'article 305.

1974, c. 70, a. 135.

Quorum.

136. La majorité absolue des administrateurs constitue le quorum du conseil d'administration.

Décisions à la majorité.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents, celle du président étant prépondérante.

1974, c. 70, a. 136.

Réunions trimestrielles.

137. Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les trois mois et à toute autre époque sur convocation écrite du président, du vice-président ou de deux administrateurs; avis de cette convocation doit être donné aux administrateurs au moins deux jours avant la date fixée pour l'assemblée ou dans le délai prévu par le règlement.

Endroit.

La réunion est tenue à l'endroit désigné dans l'avis de convocation ou précisé lors d'un ajournement.

1974, c. 70, a. 137.

Indemnisation.

138. Les administrateurs ne sont pas rémunérés. Toutefois, ils ont droit au remboursement des frais justifiables engagés par eux dans l'exercice de leur fonction, sur autorisation ou ratification par le conseil d'administration.

1974, c. 70, a. 138.

Vacances au conseil.

139. Les vacances survenant au sein du conseil d'administration en cours d'exercice, n'entraînent pas d'élection, les administrateurs nommant provisoirement aux places vacantes des membres ayant les qualités requises; toutefois, en cas de vacance provoquant défaut de quorum, un administrateur ou deux membres peuvent ordonner au

secrétaire de convoquer une assemblée extraordinaire des membres en vue de la combler.

1974, c. 70, a. 139.

SECTION VII

DIRECTION

Président et vice-président. **140.** Dès sa première séance suivant l'assemblée d'organisation ou l'assemblée annuelle, le conseil d'administration choisit un président et un vice-président parmi ses membres. Pourvu qu'il y ait quorum la séance susdite peut être tenue sans préavis, pendant ou immédiatement après l'assemblée d'organisation ou l'assemblée annuelle.

1974, c. 70, a. 140.

Cumul des fonctions. **141.** Le président et le vice-président du conseil d'administration sont respectivement président et vice-président de la société.

Vice-président. Le vice-président exerce les fonctions du président lorsque ce dernier est absent ou incapable d'agir.

1974, c. 70, a. 141.

Secrétaire. **142.** Le conseil d'administration nomme le secrétaire et, sous réserve de l'article 123, fixe sa rémunération.

1974, c. 70, a. 142.

Pouvoirs et devoirs. **143.** Le règlement détermine les pouvoirs et devoirs du président, du vice-président, du secrétaire et de tout autre membre du personnel de la société.

1974, c. 70, a. 143.

SECTION VIII

REGISTRES ET CONTRATS

Signataires autorisés. **144.** Le conseil d'administration peut désigner les personnes autorisées à signer au nom de la société tout contrat, police ou autre document.

1974, c. 70, a. 144.

Registres des sociétés. **145.** Chaque société doit tenir à son siège social:

- a) un registre des règlements ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales et des assemblées du conseil d'administration;
- b) un registre de tous les billets de souscription souscrits par les membres, des cotisations versées et du reliquat non cotisé;
- c) un registre de toutes les polices émises par la société comprenant le nom, l'adresse et l'âge des membres ou la désignation des biens assurés, suivant le cas.

Consultation.

Les membres de la société peuvent consulter les registres au siège social de la société les jours ouvrables pendant les heures d'ouverture.

1974, c. 70, a. 145.

SECTION IX

FONCTIONNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCE-INCENDIE

Risques pouvant être
assurés.

146. Les sociétés mutuelles d'assurance-incendie peuvent assurer contre l'incendie, la foudre, le vent et les autres risques agricoles, les maisons privées, les magasins, les boutiques et les autres bâtiments, l'ameublement domestique, les marchandises, le bétail, les produits agricoles et les autres objets qui se trouvent dans les limites du comté pour lequel la société est constituée ou dans toute municipalité locale limitrophe située dans un comté pour lequel il n'existe aucune société mutuelle d'assurance-incendie ou, sous réserve de l'article 148, dans celles de toute cité ou ville géographiquement située dans les limites de ce comté; cependant les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu dans les comtés qui le 20 octobre 1976 sont autorisées à assurer dans tout le Québec peuvent continuer de le faire.

Cautionnement
supplémentaire.

Cependant, lorsqu'une société mutuelle d'assurance-incendie assure des risques commerciaux ou industriels situés dans son territoire, elle doit fournir le cautionnement supplémentaire prescrit au deuxième alinéa de l'article 228.

Effet de modifications aux
limites.

Les modifications apportées aux limites territoriales des municipalités de comté n'ont pas pour effet d'invalider les assurances antérieurement souscrites auprès d'une société ou d'en empêcher le renouvellement.

1974, c. 70, a. 146.

Conditions pour émettre
des polices.

147. Aucune société mutuelle d'assurance-incendie constituée après le 20 octobre 1976 ne peut émettre des polices d'assurance tant qu'elle n'a pas reçu des propositions pour au moins \$1,000,000, que ces propositions n'ont pas été approuvées par le conseil d'administration et que des billets de souscription d'au moins \$50,000 ne lui ont pas été remis.

Limite des polices.

Le conseil d'administration ne doit permettre l'émission d'aucune

police dont le montant excède celui autorisé par les règlements pour un seul risque.

1974, c. 70, a. 147.

Pourcentage. **148.** Le conseil d'administration ne doit pas permettre que le total des assurances couvrant des biens situés dans une cité ou ville donnée excède le pourcentage fixé par règlement.

1974, c. 70, a. 148.

Catégories de risques. **149.** Les affaires de la société doivent être divisées en deux catégories dont l'une doit comprendre les risques portant sur les installations agricoles ou isolées et l'autre les risques assimilables aux risques commerciaux et industriels, conformément aux règlements adoptés à cette fin par le gouvernement.

1974, c. 70, a. 149.

Gestion distincte. **150.** Chacune des catégories de risques constituées en vertu de l'article 149 doit faire l'objet d'une gestion et d'une caisse distinctes.

1974, c. 70, a. 150.

Billet de souscription. **151.** Tout membre d'une société mutuelle d'assurance-incendie doit, avant qu'une assurance ne lui soit consentie par cette société, remettre à celle-ci un billet ou engagement appelé «billet de souscription». Celui-ci doit être payable sur demande à la société et être du montant établi par le conseil d'administration conformément aux règlements de la société pour le genre de risque envisagé.

1974, c. 70, a. 151.

Distinct des autres documents. **152.** Sous peine de nullité, le billet de souscription doit être matériellement distinct de tout autre document et porter en en-tête, en caractères bien visibles, les mots «billet de souscription».

1974, c. 70, a. 152.

Cotisations exigibles. **153.** Les cotisations fixées pour l'établissement de la provision prévue à l'article 278 peuvent être exigées en tout ou en partie avant l'émission de la police, auquel cas le reliquat non cotisé du billet de souscription est réduit d'autant.

1974, c. 70, a. 153.

Transport de police au créancier hypothécaire.

154. Lorsque les biens assurés sont grevés d'une hypothèque les administrateurs peuvent permettre le transport de la police, en garantie supplémentaire, au créancier hypothécaire, sans exiger de ce dernier qu'il signe un billet de souscription ni qu'il réponde des cotisations dues par le débiteur hypothécaire.

1974, c. 70, a. 154.

Déduction du règlement du sinistre.

155. Le billet de souscription peut, au gré du conseil d'administration, venir en déduction du règlement du sinistre, auquel cas toute fraction dudit billet n'ayant pas fait l'objet d'une cotisation devient remboursable à la date d'expiration stipulée au contrat.

1974, c. 70, a. 155.

Remise des billets de souscription.

156. Les billets de souscription doivent être remis aux membres à l'expiration des contrats dont les cotisations payables ont été entièrement versées.

Durée des contrats.

La durée des contrats ne peut dépasser cinq ans.

1974, c. 70, a. 156.

Répartition des sinistres et des frais.

157. Les sinistres et les frais y afférents sont répartis entre les membres et chacun d'eux en paie une part établie dans le rapport de son billet de souscription au total de ceux détenus par la société; le montant et la date de répartition de cette part sont fixés par le conseil d'administration.

1974, c. 70, a. 157.

Déclaration du montant de la cotisation.

158. Le conseil d'administration peut, chaque année, déclarer d'avance, par règlement, le montant de la cotisation à prélever sur les billets de souscription pour couvrir les sinistres et les frais généraux du prochain exercice; ce montant est calculé en fonction des sinistres et des frais généraux d'au moins les trois dernières années ainsi que des besoins de la réserve faisant l'objet de l'article 278.

1974, c. 70, a. 158.

Emprunts au lieu de nouvelles cotisations.

159. Le conseil d'administration peut aussi, au lieu d'imposer une nouvelle cotisation au cours d'une année où il s'est prévalu de l'article 158, emprunter pour une période n'excédant pas douze mois les sommes d'argent requises pour régler les sinistres et les frais y afférents; le montant de ces emprunts ne doit toutefois pas excéder le cinquième du reliquat non cotisé des billets de souscription.

Répartition des remboursements.

Le remboursement en capital et intérêts de ces emprunts doit être

- réparti sur les seuls billets de souscription en vigueur au moment des sinistres en cause.
- Obligations interdites. Ces emprunts ne doivent pas être faits par émission d'obligations.
1974, c. 70, a. 159.
- Avis de cotisation. **160.** Chaque fois qu'une cotisation est décrétée, le conseil d'administration doit en notifier les membres au moyen d'un avis inséré dans un quotidien atteignant toute municipalité de comté visée par le permis de la société, ou au moyen d'un avis expédié par la poste à chaque membre.
1974, c. 70, a. 160.
- Délai de paiement. **161.** Toute cotisation doit être payée dans les trente jours qui suivent la date à laquelle cet avis a été publié ou, suivant le cas, reçu par le membre auquel il a été expédié.
1974, c. 70, a. 161.
- Cause d'annulation de police. **162.** Toute police émise par une société mutuelle d'assurance-maladie devient nulle si le paiement des cotisations en souffrance depuis trois mois n'est pas effectué dans les trois jours suivant un avis d'annulation adressé au porteur ou si ce dernier cesse d'adhérer à la société.
1974, c. 70, a. 162.
- Prescription. **163.** Toute cotisation se prescrit par cinq ans.
1974, c. 70, a. 163.

SECTION X

FONCTIONNEMENT D'UNE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

- Corporation incluse. **164.** Dans la présente section, on entend aussi par «société de secours mutuels» toute corporation pratiquant des secours mutuels et constituée en vertu d'une loi autre qu'une loi du Québec, mais uniquement à l'égard des activités exercées par elle au Québec.
1974, c. 70, a. 164.
- Limite des sommes payées ou des avantages conférés. **165.** Les sommes payées ou les avantages conférés par une société de secours mutuels ne doivent pas dépasser le montant prélevé à cette fin après déduction des frais d'administration imputables à ce chef

suivant les normes établies par les règlements adoptés par le gouvernement; ils ne doivent pas dépasser non plus les montants autorisés par règlement pour les classes de secours visées.

1974, c. 70, a. 165.

Comptabilité. **166.** Toute société doit établir sa comptabilité de manière à ce que chaque genre de secours ou indemnités payés aux membres puisse être administré séparément et fasse l'objet d'une caisse distincte.

1974, c. 70, a. 166.

Caisse pour frais généraux. **167.** Outre les caisses de secours ou indemnités, il doit être établi une caisse pour les frais généraux; toutes ces caisses doivent se solder chaque année par des primes ou cotisations spéciales perçues à cette fin, sans que les autres caisses puissent être touchées.

1974, c. 70, a. 167.

Liquidation. **168.** Dès qu'une caisse distincte cesse de suffire aux fins pour lesquelles elle a été établie, la société peut la liquider.

1974, c. 70, a. 168.

Souscription aux caisses spéciales. **169.** Les règlements de la société peuvent permettre à ses membres de souscrire à l'une, à plusieurs ou à toutes les caisses spéciales visées par l'article 166, et d'adhérer à toute caisse donnée sans pour autant perdre les droits qui leur sont par ailleurs acquis.

1974, c. 70, a. 169.

Responsabilités. **170.** À l'égard des membres, et entre eux, chaque caisse n'est tenue qu'à ses propres dettes, excepté dans le cas de liquidation générale, auquel cas toutes les caisses sont tenues aux dettes générales après le paiement, par chaque caisse, de ses dettes particulières.

1974, c. 70, a. 170.

Versements autorisés. **171.** La société peut, avec l'autorisation préalable du surintendant, verser dans une caisse distincte toute somme provenant d'une autre caisse ou rendre à la caisse d'origine toute somme ainsi versée.

1974, c. 70, a. 171.

Responsabilité solidaire des membres du conseil. **172.** Les membres du conseil d'administration de la société sont tenus solidairement responsables de tout paiement fait en contravention de l'article 165. À défaut par la société de prendre contre eux

les mesures qui s'imposent, tout membre est réputé avoir un intérêt suffisant pour réclamer en justice, pour le compte et aux frais de la société, le remboursement des sommes ainsi versées.

1974, c. 70, a. 172.

Année financière. **173.** L'année financière des sociétés correspond à l'année civile.

1974, c. 70, a. 173.

SECTION XI

ANNULATION DE LA CHARTE

Causes d'annulation. **174.** Sous réserve des autres dispositions applicables, la charte de toute société mutuelle peut être annulée selon les formalités prévues aux articles 26 et 27 de la Loi sur les compagnies, après

a) deux ans d'inactivité remontant à la constitution en corporation;

b) un an d'inactivité consécutif à une période d'activité;

c) que son permis a été suspendu durant un an ou est resté annulé pendant trois mois, sans délivrance d'un nouveau permis.

1974, c. 70, a. 174.

CHAPITRE V

FUSION ET CONVERSION

SECTION I

CONDITIONS PRÉALABLES

Compagnies pouvant fusionner. **175.** Peut fusionner avec une compagnie d'assurance constituée en vertu de la présente loi:

a) toute autre compagnie ainsi constituée;

b) toute compagnie d'assurance constituée par une loi de la Législature;

c) toute compagnie d'assurance constituée en vertu de la section I de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par le chapitre 70 des lois de 1974.

1974, c. 70, a. 175.

Conversion. **176.** Toute compagnie d'assurance visée aux paragraphes b et c de l'article 175 peut être convertie en une compagnie d'assurance régie par la présente loi.

Fusion et conversion. Plusieurs compagnies d'assurance visées aux paragraphes *b* et *c* de l'article 175 peuvent également fusionner si elles sont converties en même temps en une compagnie d'assurance régie par la présente loi.
1974, c. 70, a. 176.

Conditions de constitution. **177.** La compagnie d'assurance résultant de la fusion ou de la conversion doit remplir les mêmes conditions que celles qui sont imposées par la présente loi pour la constitution d'une compagnie d'assurance.
1974, c. 70, a. 177.

Fusion avec société mutuelle d'assurance-incendie. **178.** Peut fusionner avec une société mutuelle d'assurance-incendie constituée en vertu de la présente loi:
a) toute autre société ainsi constituée;
b) toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, dans les comtés, constituée en vertu de la section II de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par le chapitre 70 des lois de 1974;
c) toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent formée par un conseil municipal, constituée en vertu de la section VI de ladite Loi des assurances;
d) toute compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent formée par des particuliers dans une paroisse ou une municipalité locale, constituée en vertu de la section VII de ladite Loi des assurances.

Fusion et conversion. Plusieurs compagnies mutuelles visées aux paragraphes *b*, *c* et *d* peuvent également fusionner si elles sont converties en même temps en une société mutuelle d'assurance-incendie constituée en vertu de la présente loi.
1974, c. 70, a. 178.

Conversion. **179.** Toute compagnie visée aux paragraphes *b*, *c* et *d* de l'article 178 peut aussi être convertie en une société mutuelle d'assurance-incendie régie par la présente loi.
1974, c. 70, a. 179.

Nombre de membres et assurances souscrites. **180.** La société mutuelle d'assurance-incendie résultant de la fusion ou de la conversion doit comprendre au moins deux cents membres pour chaque municipalité de comté pour laquelle elle est formée et ses membres doivent y être assurés pour un montant global d'au moins \$1,000,000 pour chaque municipalité. Elle doit de plus remplir

les mêmes conditions que celles qui sont imposées par la présente loi pour la constitution d'une société mutuelle d'assurance-incendie.

1974, c. 70, a. 180.

Fusion avec société de secours mutuel.

181. Peut fusionner avec une société de secours mutuels régie par la présente loi:

- a) toute autre société ainsi constituée;
- b) toute société de secours mutuels constituée en vertu de la section VIII de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par le chapitre 70 des lois de 1974;
- c) toute autre corporation pratiquant des secours mutuels.

1974, c. 70, a. 181.

Conversion.

182. Toute société de secours mutuels visée aux paragraphes *b* et *c* de l'article 181 peut aussi être convertie en une société de secours mutuels régie par la présente loi.

1974, c. 70, a. 182.

Fusion et conversion.

183. Plusieurs sociétés de secours mutuels visées aux paragraphes *b* et *c* de l'article 181 peuvent également fusionner si elles sont converties en même temps en une société de secours mutuels régie par la présente loi.

1974, c. 70, a. 183.

Conditions de constitution.

184. Toute société de secours mutuel issue d'une fusion ou d'une conversion doit se conformer aux conditions de constitution imposées par la présente loi aux sociétés de secours mutuel.

1974, c. 70, a. 184.

SECTION II

FUSION

Contrats et conventions.

185. Les corporations qui fusionnent conformément à la présente loi peuvent passer les contrats et conventions nécessaires à cette fin.

1974, c. 70, a. 185.

Contenu de la convention.

186. Les corporations qui projettent une fusion préparent en deux exemplaires une convention prescrivant:

- a) les conditions et le mode d'exécution de la fusion;
- b) la raison sociale de la corporation issue de la fusion;

- c) le siège social de la corporation issue de la fusion;
- d) les catégories d'assurance devant être pratiquées;
- e) les nom, prénom, profession et domicile des membres du premier conseil d'administration;
- f) le mode d'élection des administrateurs;
- g) s'il s'agit de compagnies à capital social, le nombre d'actions constituant le capital de chacune des compagnies qui fusionnent, la valeur nominale de chaque action, ainsi que le mode de conversion du capital-actions;
- h) s'il s'agit de mutuelles, le nombre de membres de chacune ainsi que les montants et la nature des assurances souscrites par eux auprès de chacune ou, le cas échéant, les prestations ou autres avantages garantis;
- i) toute autre mesure requise pour la fusion et pour l'administration et le fonctionnement de la nouvelle corporation.

Assemblée générale.

Chacune des corporations intéressées doit convoquer son assemblée générale et soumettre la convention à l'approbation de celle-ci.

1974, c. 70, a. 186.

Approbation à la majorité
des deux tiers.

187. La convention doit recevoir l'approbation de l'assemblée générale de chacune des parties à la majorité des deux tiers des voix enregistrées, les secrétaires des corporations devant dès lors attester cette approbation sur les exemplaires de la convention.

Majorité exprimée en
valeur des actions.

S'il s'agit d'une compagnie, la majorité exigée par le premier alinéa doit être exprimée suivant la valeur des actions représentées par les actionnaires présents.

1974, c. 70, a. 187.

Publication d'avis de
convention.

188. Un avis de la convention doit être publié, à la diligence des corporations qui fusionnent, dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans un quotidien atteignant toute localité où les corporations ont leur siège social, pendant quatre semaines consécutives.

1974, c. 70, a. 188.

Requête commune.

189. Les corporations qui fusionnent demandent alors au ministre, par requête commune, de confirmer la convention et, dans le cas de compagnies, de délivrer des lettres patentes à cette fin.

Résolutions.

La requête doit être accompagnée d'une copie certifiée de chacune des résolutions des corporations approuvant la fusion.

1974, c. 70, a. 189.

Acceptation de la requête.

190. Le ministre n'accepte la requête qu'après avoir pris l'avis du

- surintendant, et s'il juge que l'intérêt des assurés et du public ne s'y oppose pas.
- Consentement.** S'il s'agit de compagnies, la fusion ne peut avoir lieu sans le consentement du gouvernement.
1974, c. 70, a. 190.
- Confirmation de convention.** **191.** Si la requête est acceptée, le ministre confirme la convention par lettres patentes s'il s'agit d'une compagnie ou, dans les autres cas, par la simple apposition de sa signature sur les exemplaires de la requête.
- Publication d'avis.** Un avis confirmant la fusion est publié par le ministre dans la *Gazette officielle du Québec* aux frais de la corporation issue de la fusion.
1974, c. 70, a. 191.
- Exemplaires aux archives et au secrétaire.** **192.** Après la publication de l'avis prévu à l'article 191 et s'il s'agit de sociétés mutuelles, l'un des exemplaires de la requête, accompagné d'un exemplaire de la convention est déposé dans les archives du ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières, et l'autre est expédié au secrétaire de la corporation issue de la fusion, qui le conserve dans les archives de cette dernière.
- Date de la fusion.** Dès la publication de l'avis prévu à l'article 191 ou, dans le cas de compagnies, dès la date des lettres patentes mais sous réserve de la publication de l'avis, la fusion est opérée et les corporations en faisant l'objet ne forment plus qu'une seule corporation, reconnue sous la raison sociale établie par la convention.
1974, c. 70, a. 192; 1975, c. 76, a. 11.
- Droits et obligations de la corporation issue de la fusion.** **193.** La corporation issue de la fusion jouit de tous les droits et assume toutes les obligations des corporations d'origine et les instances où elles sont en cause peuvent être continuées par ou contre elle sans reprise d'instance.
1974, c. 70, a. 193.

SECTION III

CONVERSION

- Règlement de conversion.** **194.** Il est pourvu à la conversion d'une corporation en une autre corporation conformément à la présente loi par règlement de la corporation qui désire être ainsi convertie.
- Contenu.** Ce règlement doit indiquer:
- a) la raison sociale de la nouvelle corporation;

- b) le siège social de la nouvelle corporation;
- c) les catégories d'assurance devant être pratiquées;
- d) les noms, prénoms, profession et domicile de chacun des membres du premier conseil d'administration;
- e) le mode d'élection des administrateurs subséquents;
- f) si la nouvelle corporation doit être une compagnie à fonds social, le nombre d'actions constituant son capital, la valeur au pair de chaque action, le cas échéant, ainsi que le mode de conversion du capital-actions;
- g) si la nouvelle corporation doit être une société mutuelle, le nombre de membres de la corporation et le montant des assurances qu'ils souscriront dans la corporation ou, le cas échéant, les prestations ou autres avantages garantis.

1974, c. 70, a. 194.

Approbation par assemblée
générale.

195. Le règlement de conversion doit être soumis pour approbation à l'assemblée générale de la corporation intéressée, convoquée spécialement à cette fin.

1974, c. 70, a. 195.

Majorité des deux tiers.

196. Ce règlement doit être approuvé par l'assemblée générale, à la majorité des deux tiers des voix enregistrées.

Majorité exprimée en
valeur.

S'il s'agit d'une compagnie, la majorité exigée par le premier alinéa doit être exprimée suivant la valeur des actions représentées par les actionnaires présents.

1974, c. 70, a. 196.

Publication d'avis de
règlement.

197. Un avis du règlement doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans un quotidien atteignant la localité où la corporation a son siège social, pendant quatre semaines consécutives.

1974, c. 70, a. 197.

Requête en confirmation.

198. La corporation demande alors au ministre, par requête, de confirmer le règlement de conversion et, dans le cas de compagnies, de délivrer des lettres patentes à cette fin.

Avis du surintendant.

Le ministre ne confirme le règlement qu'après avoir pris l'avis du surintendant.

Consentement.

Dans le cas d'une conversion en compagnie, le consentement du gouvernement doit être obtenu.

1974, c. 70, a. 198.

- Lettres patentes. **199.** Le ministre confirme le règlement, dans le cas de compagnies, en délivrant des lettres patentes à cette fin.
- Avis de confirmation. Si le règlement est confirmé, le ministre en donne avis dans la *Gazette officielle du Québec* aux frais de la corporation ayant demandé la conversion.
- 1974, c. 70, a. 199.
- Droits et obligations de nouvelle corporation. **200.** Dès la date de la publication de l'avis prévu à l'article 199 ou, dans le cas d'une compagnie, dès la date des lettres patentes mais sous réserve de la publication de l'avis, la corporation ayant demandé la conversion cesse d'exister; la nouvelle corporation jouit alors, sous la raison sociale qui lui est attribuée, de tous les droits et assume toutes les obligations de la corporation qui a demandé la conversion et les instances où elle est en cause peuvent être continuées par ou contre elle sans reprise d'instance.
- 1974, c. 70, a. 200.

TITRE IV

LE CONTRÔLE DE L'ASSURANCE PRIVÉE

CHAPITRE I

PERMIS D'ASSUREURS

- Permis obligatoire. **201.** Seules peuvent agir au Québec à titre d'assureur, les corporations autorisées à cette fin en vertu de la loi et titulaires d'un permis émanant du surintendant.
- Lloyd's. Les Lloyd's peuvent obtenir ce permis; la présente loi s'applique à eux *mutatis mutandis* comme s'ils étaient constitués en compagnies d'assurance. Il en est de même des assureurs qui délivrent des contrats d'assurance réciproques et qui sont constitués en vertu des lois autres que celles du Québec.
- 1974, c. 70, a. 201.
- Catégories d'assurances. **202.** Tout permis doit faire mention des catégories d'assurances dont il autorise la pratique.
- 1974, c. 70, a. 202.
- Loi particulière. **203.** Aucun assureur ne peut pratiquer à la fois l'assurance de dommages et l'assurance de personnes s'il n'y est autorisé par une loi particulière.

- Pratique d'assurance permise. Toutefois, les compagnies autorisées à pratiquer l'assurance de dommages peuvent aussi, dans les limites prévues par les règlements, pratiquer les assurances de personnes lorsque ces assurances sont reliées à des contrats d'assurance de dommages.
- 1974, c. 70, a. 203.
- Assureurs n'ayant pas de bureau au Québec. **204.** Les assureurs qui n'ont pas de bureau au Québec peuvent néanmoins y émettre des contrats d'assurance sans permis, pourvu que ce soit par l'intermédiaire des courtiers spéciaux visés par l'article 346 et sans aucune réclame ni publicité.
- 1974, c. 70, a. 204.
- Documents et renseignements à fournir. **205.** Toute corporation qui demande un permis doit remettre ou fournir au surintendant les documents et renseignements suivants:
- a) la raison sociale et le siège social de la corporation;
 - b) les noms, domicile et profession des administrateurs et dirigeants de la corporation;
 - c) les catégories d'assurance que la corporation se propose de pratiquer;
 - d) l'endroit, au Québec, où la corporation aura son siège social ou son principal établissement d'affaires;
 - e) le montant du capital-actions de la corporation, s'il en est, le nombre des actions dont il est composé et leur valeur nominale, le cas échéant, le nombre d'actions souscrites et les versements payés sur ces actions;
 - f) une copie de l'acte constitutif de la corporation et de ses règlements;
 - g) des exemplaires de ses polices, avenants et tarifs, conformément aux règlements;
 - h) dans la mesure prévue par les règlements, copie des certificats d'enregistrement, permis ou autres attestations délivrés à la corporation par les surintendants, commissaires d'assurance ou autres autorités compétentes fédérales, provinciales ou étrangères des provinces, états ou pays où la corporation a été constituée, avec une attestation de tout cautionnement que la corporation maintient auprès d'une telle autorité;
 - i) dans la mesure et de la manière prévue aux règlements, un état des affaires de la corporation, arrêté à la clôture de la dernière année financière précédant sa demande de permis; si la corporation est tenue de produire un état auprès d'un surintendant, commissaire d'assurance ou autre autorité fédérale, provinciale ou étrangère d'une province, état ou pays où elle a été constituée, elle doit, dans la même mesure et de la même manière, produire une copie de cet état.
- 1974, c. 70, a. 205.

- Nomination de représentant principal.** **206.** Toute corporation n'ayant pas été constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y ayant pas son siège social, doit, si elle demande un permis, nommer un représentant principal au Québec; elle doit aussi remettre au surintendant une procuration donnant le nom de ce représentant et désigner comme fondé de pouvoir soit ce dernier soit une autre personne résidant au Québec et y exerçant des activités professionnelles.
- Significations.** La procuration autorise la signification auprès du fondé de pouvoir des actes de procédure destinés à la corporation.
- 1974, c. 70, a. 206.
- Signature de la procuration.** **207.** La procuration doit être signée au nom de la corporation par au moins deux de ses administrateurs ou dirigeants, en présence d'un témoin qui atteste sous serment la fonction de chacun de ces signataires et l'authenticité de sa signature.
- Signature de la procuration.** Elle peut aussi être signée par toute personne qui a été autorisée par la corporation à nommer les fondés de pouvoir de celle-ci dans toutes les provinces du Canada; la procuration est signée en présence d'un témoin qui atteste sous serment la fonction de cette personne et l'authenticité de sa signature; une copie conforme du document nommant cette personne à titre de fondé de pouvoir de la corporation doit accompagner la procuration.
- 1974, c. 70, a. 207.
- Mentions.** **208.** La procuration visée à l'article 206 doit mentionner l'adresse, au Québec, du bureau d'affaires de la corporation ainsi que du bureau de son représentant principal et de son fondé de pouvoir, où peuvent être signifiées les actes de procédure destinés à cette corporation.
- 1974, c. 70, a. 208.
- Nouvelle procuration.** **209.** Toute corporation qui change l'adresse de son établissement d'affaires doit produire une nouvelle procuration. Il en est de même d'une corporation qui change son fondé de pouvoir au Québec.
- 1974, c. 70, a. 209.
- Registre des demandes de permis.** **210.** Le surintendant, sur réception de toute demande de permis, doit inscrire cette demande dans un registre tenu à cette fin à son bureau.
- Accès au registre.** Le public peut avoir accès à ce registre aux heures et aux jours d'ouverture du bureau du surintendant.
- 1974, c. 70, a. 210.

- Publication d'avis de demande.** **211.** Sur réception d'une demande de permis, le surintendant doit faire publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis donnant le nom du requérant, la nature de sa demande et indiquant l'adresse de son principal établissement.
- Oppositions.** Dans cet avis, le surintendant doit inviter le public à présenter à son bureau, dans les quinze jours de la publication de l'avis, toute éventuelle opposition à la délivrance du permis.
- 1974, c. 70, a. 211.
- Formulation.** **212.** Les oppositions visées à l'article 211 doivent être formulées et justifiées dans un écrit portant la signature de l'opposant.
- Accès à document d'oppositions.** Le public peut avoir accès à tout document contenant une opposition visée à l'article 211 et quiconque en fait la demande au surintendant peut obtenir copie de ce document moyennant paiement des droits déterminés par règlement.
- 1974, c. 70, a. 212.
- Immunité.** **213.** Nul opposant d'une demande faite au surintendant ne peut être poursuivi en dommages en raison de son opposition à moins qu'il soit convaincu de mauvaise foi.
- 1974, c. 70, a. 213.
- Audience publique.** **214.** Lorsqu'il y a opposition, le surintendant ne peut rendre une décision qu'après avoir appelé les parties en audience publique pour leur permettre de se faire entendre.
- 1974, c. 70, a. 214.
- Date et lieu.** **215.** Lorsqu'il y a lieu de tenir une audience publique, le surintendant en fixe la date et le lieu.
- 1974, c. 70, a. 215.
- Avis de tenue d'audience.** **216.** Le surintendant doit, par lettre recommandée ou certifiée, donner avis de la tenue de l'audience au requérant et à tout opposant, en indiquant l'endroit, le jour et l'heure de celle-ci. Cette lettre doit être communiquée aux intéressés au moins dix jours avant la date fixée pour la tenue de l'audience.
- 1974, c. 70, a. 216; 1975, c. 83, a. 84.
- Conditions de délivrance de permis.** **217.** Le surintendant délivre le permis si la corporation remplit les conditions prescrites par la présente loi et les règlements et s'il lui est démontré que les administrateurs de cette corporation ont les

connaissances et la compétence administratives et techniques requises pour administrer une corporation d'assurance de façon à mériter la confiance du public en ce qui concerne les catégories d'assurance envisagées.

1974, c. 70, a. 217.

Motifs de refus.

218. Le surintendant peut refuser de délivrer un permis à une corporation dont la raison sociale est identique à celle d'une autre corporation pratiquant au Québec ou ressemblant à une autre au point qu'il y ait danger de confusion ou risque d'induire le public en erreur sur la nature des affaires pratiquées.

1974, c. 70, a. 218.

Avis au requérant.

219. Le surintendant doit, chaque fois qu'il refuse de délivrer un permis, en donner avis par écrit au requérant, précisant les motifs de son refus.

1974, c. 70, a. 219.

Modification de permis.

220. Sous réserve de l'article 203, le surintendant peut, à la demande de toute corporation titulaire d'un permis, modifier ce dernier, pour étendre à d'autres catégories d'assurance l'activité que cette corporation est autorisée à exercer.

Formalités.

En pareil cas, il y lieu de remplir *mutatis mutandis* les mêmes formalités que pour la délivrance des permis.

1974, c. 70, a. 220.

Expiration et renouvellement.

221. Les permis viennent à expiration le 30 juin de chaque année; ils sont renouvelables annuellement, aux conditions de la présente loi et selon les règlements.

Permis de moindre durée.

Le surintendant peut toutefois délivrer des permis de moindre durée s'il y va de l'intérêt public ou s'il existe des raisons administratives.

1974, c. 70, a. 221.

Avis lors de délivrance de permis.

222. Le surintendant doit, chaque fois qu'il délivre un permis, publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis indiquant la raison sociale et l'adresse du siège social ou de l'établissement principal de la corporation à qui ce permis est délivré, le montant du cautionnement qu'elle a offert conformément à la présente loi ainsi que les catégories d'assurance visées par ce permis.

Liste des titulaires de permis.

Le surintendant doit aussi, chaque année, publier dans la *Gazette officielle du Québec* une liste des assureurs titulaires d'un permis,

l'adresse de leur siège social ou de leur établissement d'affaires et le montant du cautionnement qu'ils ont offert conformément à la présente loi.

1974, c. 70, a. 222.

Réassurance en matière
d'incendie.

223. Aucun assureur ne peut prendre en charge un risque en matière d'incendie s'il n'en réassure auprès d'une autre compagnie toute fraction dépassant 10 pour cent de son capital et de son excédent.

1974, c. 70, a. 223.

CHAPITRE II

CAUTIONNEMENTS REQUIS DES ASSUREURS

Dépôt de montant en
garantie.

224. Tout assureur demandant un permis ou un renouvellement de permis doit déposer auprès du ministre des finances le montant prévu par la présente section en garantie de l'exécution des contrats d'assurance délivrés par lui au Québec.

1974, c. 70, a. 224.

Espèces, obligations et
autres titres de créance.

225. Ce cautionnement peut être fait en espèces. Il peut également être constitué d'obligations ou autres titres de créance émis ou garantis par le Québec, toute autre province canadienne, le Canada, le Royaume-Uni, les États-Unis d'Amérique, les états de ce dernier pays, par tout autre pays où l'assureur pratique les assurances ou par toute corporation municipale ou scolaire du Québec.

1974, c. 70, a. 225.

Valeur établie chaque
année.

226. La valeur des obligations et autres titres de créance donnés en cautionnement par un assureur est établie chaque année selon leur valeur marchande au 31 décembre précédent.

Reconstitution du
cautionnement.

Si cette valeur diminue de dix pour cent ou plus, le surintendant peut exiger de l'assureur qu'il reconstitue le cautionnement.

1974, c. 70, a. 226.

Fixation du montant.

227. Le montant du cautionnement est établi, pour tout assureur autre qu'une société mutuelle, conformément aux règlements.

1974, c. 70, a. 227.

Montant du cautionnement.

228. Le montant du cautionnement est égal, pour une société

mutuelle d'assurance-incendie ou pour une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, à 10 pour cent des cotisations encaissées par l'assureur au Québec au cours de l'année précédente, déduction faite des primes versées par l'assureur pour la réassurance. Ce cautionnement ne doit toutefois pas être inférieur, dans le cas d'une société mutuelle d'assurance-incendie, à \$10,000, et dans le cas d'une compagnie d'assurance mutuelle, à \$5,000; il ne doit pas être supérieur à \$50,000 s'il s'agit d'une société mutuelle d'assurance-incendie ni à \$10,000 s'il s'agit d'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent.

Cautionnement
supplémentaire.

Pour toute catégorie d'assurance visée à l'article 146 et portant sur des risques autres que des risques agricoles, la société ou compagnie doit offrir un cautionnement supplémentaire de \$10,000.

1974, c. 70, a. 228.

Montant du cautionnement:
société de secours mutuel.

229. Le montant du cautionnement est égal, pour une société de secours mutuels, à 10 pour cent des cotisations encaissées par elle au Québec au cours de l'année précédente, déduction faite des primes versées par elle pour la réassurance. Ce cautionnement ne doit toutefois pas être inférieur à \$20,000 s'il s'agit d'une société constituée en vertu de la présente loi ni à \$2,000 dans le cas de toute autre société de secours mutuels; il ne doit en aucun cas être supérieur à \$100,000.

1974, c. 70, a. 229.

Cautionnement jugé
équivalent.

230. Le ministre peut, après avoir pris l'avis du surintendant, relever tout assureur de son obligation de fournir un cautionnement en vertu de la présente loi si cet assureur a effectué auprès du ministre des finances du Canada un cautionnement que le ministre juge équivalent à celui qui est exigé par la présente loi.

1974, c. 70, a. 230.

Augmentation de
cautionnement.

231. Tout assureur étendant son champ d'activités à des catégories supplémentaires d'assurance, doit, à la demande du surintendant, augmenter son cautionnement conformément aux normes établies à cette fin par règlement.

1974, c. 70, a. 231.

Réévaluation lors du
renouvellement.

232. Lors du renouvellement de tout permis, le montant du cautionnement doit être évalué de nouveau conformément aux normes établies à cette fin par les règlements.

1974, c. 70, a. 232.

- Remplacement d'obligations.** **233.** Tout assureur peut, avec l'autorisation du surintendant, retirer ou remplacer les obligations et autres titres de créance constituant son cautionnement pourvu que ce dernier reste conforme à la présente loi.
1974, c. 70, a. 233.
- Retrait de fraction en surplus.** **234.** Toute fraction de cautionnement excédant la somme requise en vertu de la présente loi, peut être retirée en tout ou en partie si le surintendant est d'avis que les assurés n'en subiront aucun préjudice.
1974, c. 70, a. 234.
- Garde et usage.** **235.** Le cautionnement est confié à la garde du ministre des finances, qui s'en sert pour compenser les assurés des pertes subies par eux du fait du non-paiement par l'assureur de sommes dont il leur serait redevable.
- Intérêts.** Cependant, les intérêts sur le cautionnement demeurent payables à l'assureur ou sont portés à son crédit, sauf au cas de mainmise sur le cautionnement ou de distribution résultant d'un jugement intervenu à la requête du surintendant conformément à l'article 239.
1974, c. 70, a. 235.
- Remboursement sur cessation d'exercice.** **236.** Tout assureur cessant d'exercer au Québec a droit au remboursement de son cautionnement dès que ses obligations envers les assurés, les tiers et les bénéficiaires ont été intégralement remplies, assumées par un autre assureur ou réassurées auprès d'un assureur titulaire d'un permis l'autorisant à exercer au Québec.
1974, c. 70, a. 236.
- Avis de date de cessation.** **237.** Avant qu'un assureur ne puisse obtenir le remboursement de son cautionnement, il doit faire publier dans la *Gazette officielle du Québec* un avis mentionnant la date où il a cessé d'exercer au Québec ou celle où il a l'intention de le faire.
- Délai de remboursement.** Le cautionnement est remboursable trois mois après cette publication pourvu qu'aucun créancier ne s'y oppose auprès du surintendant dans un écrit énonçant son opposition et que le surintendant soit d'avis que l'actif de l'assureur peut suffire au paiement de toute dette pouvant découler de contrats établis par lui.
1974, c. 70, a. 237.
- Réclamation.** **238.** Toute somme due par un assureur à un assuré ou à un bénéficiaire en vertu d'une police délivrée au Québec peut faire l'objet

- d'une réclamation auprès du surintendant si elle reste impayée plus de soixante jours et si l'assuré ou bénéficiaire a offert à l'assureur de lui donner quittance contre paiement.
- Enquête et mise en demeure.** Au reçu de cette réclamation, le surintendant doit s'enquérir de la raison du non-paiement et, à défaut de justification, mettre l'assureur en demeure d'effectuer le paiement dans le délai de dix jours.
- 1974, c. 70, a. 238.
- Requête pour mainmise sur cautionnement.** **239.** À défaut par l'assureur de se conformer à la mise en demeure dans le délai imparti à l'article 238, le surintendant peut présenter une requête à la Cour supérieure du district où cet assureur a son siège social ou son principal établissement d'affaires dans le Québec pour se faire accorder la mainmise sur le cautionnement de cet assureur par un liquidateur *ad hoc* en vue d'acquitter la dette.
- 1974, c. 70, a. 239.
- Effet de liquidation.** **240.** La mise en liquidation de tout assureur autorisé à pratiquer les assurances au Québec entraîne d'office la mainmise sur son cautionnement par le liquidateur désigné; la répartition en est alors effectuée conformément à la présente loi.
- 1974, c. 70, a. 240.
- Paiements en cas de répartition du cautionnement.** **241.** En cas de répartition du cautionnement, les sommes dues pour sinistres non réglés en vertu des contrats établis par l'assureur au Québec sont payées avant le remboursement de toute prime ou partie de prime non acquise. Cette répartition se fait au prorata des demandes d'indemnités.
- Bénéfices de la répartition.** Seuls les porteurs ou bénéficiaires de polices d'assurance résidant au Québec ou y ayant leur siège social peuvent bénéficier de la répartition du cautionnement d'un assureur.
- 1974, c. 70, a. 241.
- Utilisation pour réassurance.** **242.** Le ministre des finances peut, sur la recommandation du surintendant, et lorsque l'intérêt des assurés l'exige, utiliser tout ou partie du cautionnement d'un assureur pour réassurer ses contrats d'assurance, pourvu que cet assureur soit par ailleurs en mesure de faire face aux obligations contractées par lui envers ses assurés et non assumées par le réassureur.
- 1974, c. 70, a. 242.

CHAPITRE III

PLACEMENTS, ACTIFS ET RÉSERVES

SECTION I

APPLICATION

Application du chapitre. **243.** Le présent chapitre s'applique à tous les assureurs constitués en corporation en vertu d'une loi du Québec; les articles 244 à 273 s'appliquent à ces assureurs nonobstant toute disposition contraire de leur charte.

1974, c. 70, a. 243.

SECTION II

PLACEMENTS

Acquisition d'obligations et de titres de créance. **244.** Tout assureur peut acquérir et détenir des obligations ou autres titres de créance émis ou garantis par:

- a) le Québec ou une autre province canadienne;
- b) le Canada;
- c) les États-Unis d'Amérique ou un état de ce pays;
- d) tout pays où l'assureur exerce ou une province ou un état de ce pays;
- e) la Banque internationale de reconstruction et de développement, la Banque inter-américaine de développement et la Banque de développement asiatique;
- f) une corporation municipale ou scolaire du Canada, ou de tout autre pays où la compagnie exerce, ou le Conseil scolaire de l'île de Montréal.

1974, c. 70, a. 244; 1976, c. 39, a. 14.

Acquisition d'obligations et de titres de créance. **245.** Tout assureur peut acquérir et détenir:

- a) des obligations ou autres titres de créance émis par un pouvoir public ayant pour objet d'exploiter un service public et investi du droit d'imposer un tarif pour ce service;
- b) des obligations ou autres titres de créance garantis par le transport à un fiduciaire d'un engagement du Québec, d'une autre province canadienne ou du Canada de verser chaque année des subventions suffisantes pour l'acquittement des intérêts et du principal à leurs échéances respectives.

1974, c. 70, a. 245.

Acquisition d'obligations et
de titres de créance.

246. Tout assureur peut acquérir et détenir des obligations ou autres titres de créance émis par une corporation, une association coopérative ou une société coopérative agricole;

a) s'ils sont pleinement garantis par des biens-fonds ou par des actions, des parts sociales ou privilégiées ou des obligations admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de la présente section;

b) s'ils sont pleinement garantis par le matériel de la corporation, de l'association coopérative ou de la société coopérative agricole et si l'une ou l'autre, suivant le cas, a intégralement acquitté les intérêts sur ses autres dettes au cours des dix années précédant l'acquisition des obligations par l'assureur;

c) si les actions ordinaires ou privilégiées de la corporation ou de la société coopérative agricole ou les parts sociales ou privilégiées de l'association coopérative sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248; ou

d) si elles sont pleinement garanties par une corporation ou une société coopérative agricole dont les actions ordinaires ou privilégiées sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248;

e) si elles sont pleinement garanties par une association coopérative dont les parts sociales ou privilégiées sont admissibles comme placement pour l'assureur en vertu de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248.

1974, c. 70, a. 246.

Acquisition d'actions
privilégiées.

247. 1. Tout assureur autre qu'une société mutuelle peut également acquérir et détenir des actions privilégiées entièrement acquittées d'une corporation autre qu'une compagnie d'assurance ou d'une société coopérative agricole si l'une ou l'autre, suivant le cas, a pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition:

a) servi sur ses actions ordinaires un dividende au moins égal à la moyenne pondérée des taux annuels de dividendes spécifiés sur ses actions privilégiées, ou

b) obtenu sur ses actions ordinaires le rendement prévu au paragraphe 1 de l'article 248.

Parts privilégiées.

2. L'assureur visé au paragraphe 1 peut également acquérir et détenir des parts privilégiées entièrement acquittées d'une association coopérative si celle-ci a pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition:

a) versé sur ses parts sociales un intérêt ou obtenu sur elles un rendement au moins égal à la moyenne pondérée des taux annuels d'intérêt ou de rendement spécifiés sur ses parts privilégiées; ou

b) obtenu sur ses parts sociales le rendement prévu au paragraphe 1 de l'article 248.

1974, c. 70, a. 247.

Acquisition d'actions ordinaires et de parts sociales.

248. 1. Un assureur autre qu'une société mutuelle peut acquérir et détenir des actions ordinaires entièrement acquittées d'une corporation autre qu'une compagnie d'assurance ou d'une société coopérative agricole ou des parts sociales entièrement acquittées d'une association coopérative si la corporation, société ou association a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, obtenu sur ses actions ordinaires ou sur ses parts sociales un rendement net d'au moins 4 pour cent de la valeur moyenne à laquelle elles étaient portées au compte de son capital social durant l'année où elle a fait des gains pouvant être affectés au paiement de dividendes.

Restrictions.

2. Les droits conférés par le présent article sont en outre soumis aux restrictions suivantes:

a) l'assureur ne peut détenir plus de 30 pour cent des actions ordinaires ou d'une catégorie d'actions ordinaires d'une même corporation ou société coopérative agricole ou des parts sociales ou d'une catégorie de parts sociales d'une même association coopérative;

b) l'assureur ne peut investir en actions ordinaires plus de 25 pour cent de son actif total.

1974, c. 70, a. 248.

Actions d'une compagnie d'assurance.

249. Sous réserve du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 248 tout assureur qui n'est pas une société mutuelle et qui pratique les assurances autres que sur la vie, peut, sous réserve des conditions prescrites par les règlements, acquérir et détenir des actions entièrement libérées d'une compagnie d'assurance.

Placement maximum.

Cet assureur ne peut toutefois ainsi placer plus de 50 pour cent de son excédent tel qu'il apparaît à son dernier état annuel.

1974, c. 70, a. 249.

Acquisition d'actions.

250. Tout assureur qui n'est pas une société de secours mutuels et qui pratique les assurances sur la vie, peut, sous réserve des conditions prescrites par les règlements, acquérir et détenir des actions entièrement libérées:

a) de toute corporation constituée hors du Québec pour pratiquer les assurances sur la vie et qui ne possède pas de permis au Québec;

b) de toute corporation constituée pour fournir à l'assureur ou à une corporation mentionnée au paragraphe *a* des services de consultation, d'administration ou de répartition des ventes relativement

aux prestations d'assurance sur la vie dont le montant varie selon la valeur marchande d'un groupe déterminé d'avoirs;

c) de toute corporation constituée pour pratiquer les assurances de dommages;

d) de toute corporation qui a uniquement pour objet d'acquérir, détenir, louer ou administrer des immeubles;

e) de toute corporation constituée en vue d'offrir une participation dans un portefeuille d'investissement;

f) de toute corporation constituée en vue de fournir à une corporation mentionnée au paragraphe e des services de consultation, d'administration ou de répartition des ventes; ou

g) avec l'approbation préalable du surintendant, de toute corporation constituée en vue de faire des opérations complémentaires aux opérations d'assurance déterminées par les règlements.

1974, c. 70, a. 250.

Acquisition de certificats de placement, d'obligations et de titres de créance.

251. Tout assureur peut acquérir et détenir:

a) des certificats de placement garanti délivrés par toute compagnie de fiducie autorisée à exercer au Québec si les actions ordinaires ou privilégiées de cette compagnie de fiducie sont de nature à constituer pour l'assureur un placement répondant aux prescriptions de l'article 247 ou du paragraphe 1 de l'article 248;

b) des obligations ou autres titres de créance émis par toute société de prêt constituée par une loi de la Législature ou autorisée à exercer au Québec en vertu de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements (chapitre S-30), qui a été spécialement agréée par le gouvernement pour l'application du présent paragraphe et dont les opérations ordinaires au Québec consistent à faire des prêts aux corporations municipales ou scolaires et aux fabriques, ou des prêts garantis par premier privilège ou première hypothèque sur des biens-fonds situés au Québec;

c) des titres de créance émis par toute caisse d'épargne et de crédit constituée en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (chapitre C-4) et inscrite au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts (chapitre A-26).

1974, c. 70, a. 251.

Créances garanties par biens-fonds au Canada.

252. 1. Tout assureur peut acquérir et détenir des créances garanties par des biens-fonds au Canada ou dans un autre pays où l'assureur exerce son activité:

a) si le paiement du principal et des intérêts est garanti ou assuré par le Québec, une autre province canadienne, le Canada ou un pays où l'assureur exerce son activité;

b) si le montant de la créance n'est pas supérieur à 75 pour cent de la valeur des biens-fonds qui en garantissent le paiement, déduc-

tion faite des autres créances garanties par les mêmes biens-fonds et ayant le même rang que la créance de l'assureur ou un rang antérieur; ou

c) si l'excédent de la valeur des biens-fonds qui en garantissent le paiement, sur 75 pour cent de cette valeur, déduction faite des autres créances garanties par les mêmes biens-fonds et ayant le même rang que la créance de l'assureur ou un rang antérieur, est garanti ou assuré par le Québec, une province canadienne, le Canada ou un pays où la compagnie exerce son activité, la Société centrale d'hypothèque et de logement, la Société d'habitation du Québec ou par une police d'assurance hypothécaire délivrée par une compagnie d'assurance titulaire d'un permis.

Placement maximum.

2. L'assureur qui pratique les assurances de dommages ne peut placer dans les créances visées au paragraphe 1 plus de 10 pour cent de son actif total; s'il pratique à la fois les assurances de personnes et les assurances de dommages, cette restriction ne s'applique pas aux actifs afférents aux assurances de personnes.

1974, c. 70, a. 252.

Biens-fonds.

253. 1. Tout assureur peut acquérir et détenir des biens-fonds au Canada ou dans un autre pays où il exerce son activité.

Restrictions.

2. Sous réserve de l'article 254, l'acquisition de biens-fonds par les assureurs est soumise aux restrictions suivantes:

a) l'investissement total de tout assureur dans des biens-fonds ne doit pas excéder 12 pour cent de son actif;

b) l'investissement total de tout assureur dans chaque bien-fonds formant une même exploitation et détenu par lui comme source de revenus ne doit pas excéder 2 pour cent de son actif;

c) l'investissement total de tout assureur dans les biens-fonds détenus par lui pour son propre usage ne doit pas excéder 5 pour cent de son actif;

d) l'investissement total de tout assureur dans les biens-fonds détenus par lui à la fois comme source de revenu et pour son propre usage ne doit pas excéder 7 pour cent de son actif;

e) l'investissement total de l'assureur dans tout pays autre que le Canada où il exerce son activité ne doit pas excéder le montant total de ses obligations envers ses assurés dans le pays en question.

Détention pour propre usage.

Pour l'application du présent article, un assureur n'est réputé détenir un bien-fonds pour son propre usage, que s'il l'occupe à cette fin dans une proportion d'au moins 75 pour cent.

1974, c. 70, a. 253.

Acquisition de biens-fonds.

254. L'assureur peut en outre, afin d'assurer le paiement total ou partiel de toute somme qui lui est due, acquérir les biens-fonds en garantissant le paiement. Cependant, il doit disposer des biens-fonds

	ainsi acquis dans le délai de sept ans sauf sursis accordé par le surintendant.
Responsabilité d'administrateur en défaut de disposer.	Tout administrateur d'un assureur qui fait défaut d'ainsi disposer de ces biens-fonds est responsable envers l'assureur et envers les tiers, jusqu'à concurrence des pertes subies de ce fait par l'assureur, de toutes les dettes de l'assureur contractées depuis la date du défaut.
Consignation d'opposition.	L'administrateur ne peut se dégager de sa responsabilité que s'il fait consigner son opposition au procès-verbal de la première séance du conseil d'administration à laquelle il est présent après l'expiration du délai de disposition imparti.
	1974, c. 70, a. 254.
Prêts garantis.	255. Tout assureur autre qu'une société mutuelle peut consentir des prêts garantis par les actions d'une corporation ou d'une société coopérative agricole, les parts privilégiées d'une association coopérative ou les obligations qu'il est autorisé à acquérir et détenir. Ces prêts sont soumis aux mêmes restrictions et conditions que l'investissement dans ces titres.
	1974, c. 70, a. 255.
Restrictions sur placements et sur prêts.	256. Tout assureur n'étant pas une société mutuelle peut faire des placements ou des prêts non visés par les article 244 à 255, sous réserve des restrictions suivantes: a) le montant total investi dans des placements et des prêts en vertu du présent article ne doit pas dépasser 7 pour cent de son actif total; b) il ne peut, en vertu du présent article, déroger aux restrictions imposées par le paragraphe 2 de l'article 248, l'article 249, l'article 252 et par le paragraphe 2 de l'article 253; il ne peut non plus déroger aux restrictions imposées par les règlements en vertu de l'article 250.
	1974, c. 70, a. 256.
Limites de pourcentage non applicables.	257. Lorsqu'un assureur doit, en vertu de l'article 280, maintenir des groupes distincts d'avoirs, les limites de pourcentage fixées par le sous-paragraphe b du paragraphe 2 de l'article 248 et le sous-paragraphe a du paragraphe 2 de l'article 253 ne s'appliquent pas aux placements et aux prêts qui constituent ce groupe et, dans l'application de ces limites à l'ensemble de son actif, il n'est pas tenu compte de ces groupes.
	1974, c. 70, a. 257.
Investissements interdits.	258. Aucun assureur ne peut investir dans des actions ou obligations d'une corporation ou d'une société coopérative agricole qui est

Investissements interdits.

en défaut de payer les dividendes prescrits sur ses actions ou les intérêts sur ses obligations, ni lui consentir un prêt.

Il ne peut non plus investir dans des parts sociales ou privilégiées, ou obligations d'une association coopérative qui est en défaut d'obtenir le rendement prescrit sur ses parts sociales privilégiées; il ne peut non plus lui consentir un prêt.

1974, c. 70, a. 258.

Prêts interdits.

259. Aucun assureur ne peut faire un prêt:

a) aux membres de son conseil d'administration, à ses dirigeants ni à leurs conjoints ou enfants;

b) à un actionnaire qui détient directement ou indirectement plus de 10 pour cent des actions de l'assureur ou, s'il s'agit d'un particulier, à son conjoint ou à ses enfants mineurs;

c) à un actionnaire, son conjoint ou ses enfants mineurs si, ensemble, ils détiennent soit directement soit indirectement plus de 10 pour cent des actions de l'assureur;

d) à une corporation non visée à l'article 250 dont une personne visée au paragraphe a ou au paragraphe c détient plus de 10 pour cent du capital social;

e) à une corporation non visée à l'article 250 dont plus de 50 pour cent du capital social est détenu par un groupe formé exclusivement de personnes visées au paragraphe a;

f) à une corporation sous la dépendance directe ou indirecte des personnes visées aux paragraphes a, b ou c ou de l'une ou plusieurs d'entre elles.

1974, c. 70, a. 259.

Dirigeants d'un assureur.

260. Pour l'application de l'article 259 sont réputés dirigeants d'un assureur le président, le vice-président, le directeur général, le directeur des placements, le secrétaire ou le trésorier et leur adjoint, le directeur, le contrôleur et l'actuaire ainsi que toute autre personne qui remplit une fonction de directeur prévue par une loi ou par un règlement de l'assureur.

1974, c. 70, a. 260.

Prêt garanti par police.

261. Tout assureur pratiquant les assurances de personnes peut, nonobstant l'article 259, faire un prêt lorsqu'il est garanti par une police d'assurance émise par lui.

1974, c. 70, a. 261.

Placements interdits.

262. Aucun assureur ne peut acquérir ou détenir des actions, obligations ou autre titres de créance d'une corporation à laquelle

- l'article 259 interdit de faire un prêt, sauf s'il s'agit d'une corporation visée à l'article 250. L'article 264 est inopérant lorsque le présent article s'applique.
- Autorisation de faire des placements.** Le ministre peut toutefois, après avoir pris l'avis du surintendant, permettre à un assureur, aux conditions qu'il détermine, de faire tout placement interdit par le présent article si l'assureur lui démontre que ce placement ne met pas substantiellement en cause les intérêts des personnes visées à l'article 259 et est conforme aux autres dispositions de la présente section.
- 1974, c. 70, a. 262.
- Dispositions non applicables.** **263.** Les articles 259 à 262 ne s'appliquent pas aux prêts ou autres dettes existant entre deux assureurs s'ils résultent d'opérations faites par eux dans le cours ordinaire de leurs affaires.
- 1974, c. 70, a. 263.
- Corporation appartenant à une autre corporation.** **264.** En ce qui concerne toute corporation appartenant en tout ou en partie à une autre corporation, les actionnaires de cette dernière sont, aux fins de l'article 259, réputés posséder un nombre d'actions avec droit de vote proportionnel au rapport des actions qu'ils possèdent dans la corporation détentrice au total des actions de celle-ci comportant le droit de vote.
- 1974, c. 70, a. 264.
- Responsabilité solidaire.** **265.** Les administrateurs ou dirigeants de tout assureur qui donnent leur assentiment à un prêt ou placement en contravention des articles 259 à 262 sont solidairement responsables envers l'assureur et les tiers jusqu'à concurrence de la perte subie de ce fait, de toutes les dettes contractées par ce dernier après ledit prêt et jusqu'à son remboursement.
- 1974, c. 70, a. 265.
- Obligations ou créances réputées garanties.** **266.** Pour l'application de la présente section, les obligations ou créances garanties, notamment, par hypothèque, *mortgage*, nantissement, lien ou privilège ou en vertu d'une loi, sur les biens de la catégorie mentionnée dans la présente section, ou par la cession ou le transfert de ces biens, sont réputées garanties par ceux-ci, étant précisé que par « biens-fonds » on entend notamment les tenures à bail (*leaseholds*) en dehors du Québec.
- 1974, c. 70, a. 266.
- Restriction.** **267.** À l'exception des dépôts à demande dans une banque ou une

compagnie de fiducie ou dans une caisse d'épargne et de crédit qui est une institution inscrite au sens de la Loi sur l'assurance-dépôts (chapitre A-26), un assureur ne peut faire aucun placement ou prêt autre que ceux qu'il est autorisé à faire par les articles 244 à 266.

1974, c. 70, a. 267.

Remplacement de titres.

268. Si par suite de la réorganisation ou liquidation d'une corporation, ou de la fusion de plusieurs corporations, des titres détenus par un assureur sont remplacés par d'autres titres que l'assureur ne peut détenir en vertu des articles 244 à 267, il ne peut détenir ceux-ci plus de cinq ans sans les considérer comme des placements faits en vertu de l'article 256.

1974, c. 70, a. 268.

Valeur de l'actif.

269. Tout assureur doit garder à toute époque au Canada et sous son propre contrôle un actif d'une valeur au moins égale à la valeur réelle de ses engagements envers ses assurés au Canada; cet actif, jusqu'à concurrence d'au moins les deux tiers de la valeur réelle de ces engagements, doit être investi au Canada.

Placements au Québec.

Tout assureur doit investir au Québec une partie de son actif dans la proportion déterminée par les règlements.

1974, c. 70, a. 269.

Dépôts, prêts et placements
faits sous raison sociale.

270. Sous réserve de toute loi inconciliable d'un pays autre que le Canada où l'assureur exerce son activité, ses dépôts, prêts et placements doivent être faits sous sa raison sociale.

1974, c. 70, a. 270.

Avantage sur prêt interdit.

271. Nul administrateur ou dirigeant d'un assureur ne doit toucher, directement ou indirectement, le moindre avantage pour un prêt ou placement fait par cet assureur, ni avoir un intérêt dans un prêt ou placement de ce genre.

1974, c. 70, a. 271.

Responsabilités des
administrateurs.

272. 1. Le seul fait que les placements d'un assureur soient conformes à la présente loi ne dégage pas ses administrateurs des responsabilités leur incombant.

Responsabilité solidaire.

2. Les administrateurs d'un assureur qui ont consenti à un placement non conforme aux dispositions de la présente loi sont, de ce seul fait, solidairement responsables des pertes en résultant.

1974, c. 70, a. 272.

Reconnaissance comme
actif.

273. Aucun placement non conforme aux dispositions de la présente loi ne doit être reconnu comme élément d'actif d'un assureur, sauf s'il a été effectué avant le 20 octobre 1976 et ainsi reconnu par le surintendant pendant la période et aux conditions déterminées par celui-ci.

1974, c. 70, a. 273.

Compagnie
extra-provinciale.

274. Tout assureur qui a été constitué en corporation ailleurs qu'au Québec et qui possède un permis peut, conformément à sa charte et à ses règlements, acquérir, détenir et aliéner des biens-fonds au Québec et des créances garanties par eux et aussi les grever de charges réelles.

1974, c. 70, a. 274.

SECTION III

ACTIFS

non en vigueur

Actif minimum.

275. Toute compagnie pratiquant des assurances autres que sur la vie doit maintenir un actif d'une valeur supérieure d'au moins 15 pour cent au total des primes non acquises pour les polices en cours calculé au prorata des périodes restant à courir et de ses obligations, notamment les sinistres en suspens.

Actif minimum.

En ce qui concerne les polices contre les accidents ou la maladie en cours et non résiliables, l'actif peut se limiter aux obligations y afférentes et comprises dans le dernier état annuel de la compagnie.

1974, c. 70, a. 275.

SECTION IV

RÉSERVES

Réserves en assurances de
personnes.

276. Tout assureur autre qu'une société de secours mutuels, qui pratique les assurances de personnes, doit maintenir des réserves suffisantes pour garantir ses obligations envers ses assurés conformément aux dispositions suivantes:

a) les tables de mortalité et de morbidité, les autres tables de contingence et les méthodes de calcul doivent être conformes aux normes établies par les règlements;

b) le taux d'intérêt ne doit pas excéder 4 pour cent pour les contrats d'assurance de personnes; le surintendant peut cependant permettre d'employer un taux d'intérêt plus élevé pour une catégorie particulière de contrats et pendant la période déterminée par lui;

c) la partie des réserves afférente aux polices ayant une valeur de

rachat ne doit pas être inférieure à la somme des valeurs de rachat de ces polices.

1974, c. 70, a. 276.

Réserves en assurance de dommages.

277. Tout assureur autre qu'une société mutuelle qui pratique les assurances de dommages doit maintenir des réserves suffisantes pour garantir ses obligations envers ses assurés et pour couvrir:

- a) les primes non acquises;
- b) les sinistres et frais en suspens;
- c) les sinistres non déclarés;
- d) la réassurance auprès d'assureurs non titulaires d'un permis;

et

- e) toutes autres réserves prescrites par les règlements.

Méthodes de calcul.

Ces réserves doivent être calculées selon les méthodes qui permettent d'évaluer convenablement les engagements découlant des polices émises par cet assureur.

1974, c. 70, a. 277.

Réserves en assurance-incendie ou en assurance contre le feu, la foudre et le vent.

278. Les administrateurs de toute société mutuelle d'assurance-incendie ou compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent ont, lorsqu'ils établissent les cotisations, la faculté de constituer une réserve formée de toutes les sommes restant en la possession de la société à la fin de chaque année après paiement des dépenses ordinaires et des sinistres. Cette réserve peut être utilisée par la suite pour uniformiser, d'année en année, les cotisations.

Cotisation annuelle.

La cotisation annuelle imposée pour l'alimentation de cette réserve ne doit pas excéder 10 pour cent du montant total des billets de souscription.

Partage au cas de dissolution ou d'abandon.

Cette réserve ne peut être partagée que dans les cas de dissolution de la société ou d'abandon des affaires. Elle est alors distribuée aux sociétaires actuels et à ceux qui l'ont été dans les cinq ans ayant précédé le décret de dissolution.

1974, c. 70, a. 278.

Réserves des sociétés de secours mutuels.

279. Toute société de secours mutuels constituée en vertu des lois du Québec doit maintenir des réserves suffisantes, suivant les règles actuarielles, pour garantir le paiement à échéance des obligations de chacune des caisses établies par la société conformément à la présente loi, suivant les normes établies par les règlements.

1974, c. 70, a. 279.

SECTION V

RÉSERVES VARIABLES

- Avoirs maintenus en groupes distincts.** **280.** Tout assureur qui a été constitué en corporation en vertu des lois du Québec, qui pratique les assurances sur la vie et qui contracte des engagements variant selon la valeur marchande d'un groupe déterminé d'avoirs doit maintenir ces avoirs en un ou plusieurs groupes distincts de ses autres biens; il ne doit employer ces avoirs que pour remplir ces engagements, jusqu'à ce qu'ils aient été entièrement remplis.
- 1974, c. 70, a. 280.
- Versement de montant de l'excédent.** **281.** L'assureur peut par règlement, pour constituer un groupe distinct d'avoirs visé à l'article 280, y verser tout montant ou valeur provenant de l'excédent dont il dispose pour le paiement de dividendes.
- 1974, c. 70, a. 281.
- Versement de montant de l'excédent provenant d'autres groupes distincts.** **282.** L'assureur peut aussi, de la même façon, verser dans ce groupe distinct d'avoirs des montants ou valeurs provenant d'autres groupes distincts d'avoirs qui sont affectés à ses affaires d'assurance sur la vie; toutefois
- a) les montants provenant d'un même groupe d'avoirs ne doivent pas, sans l'autorisation du surintendant, être supérieurs à l'excédent de 25 pour cent de l'excédent de ce groupe d'avoirs, sur tous les montants provenant de ce groupe qui ont été versés aux groupes d'avoirs visés à l'article 280 moins les montants qui en ont été retirés conformément à l'article 284;
 - b) les montants provenant de tous ces autres groupes d'avoirs ne doivent pas, sans l'autorisation du surintendant, être supérieurs à l'excédent de 10 pour cent de l'excédent de ces groupes d'avoirs ou \$2,000,000, suivant le moindre de ces chiffres, sur tous les montants provenant de ces groupes d'avoirs qui ont été versés aux groupes d'avoirs visés à l'article 280 moins les montants qui en ont été retirés conformément à l'article 284.
- Calcul.** Tout montant visé par le présent article est calculé selon la valeur marchande des avoirs en cause.
- 1974, c. 70, a. 282.
- Insuffisance de biens.** **283.** Le surintendant n'accorde l'autorisation visée à l'article 282 que si l'assureur lui démontre que les biens d'un groupe d'avoirs visé à l'article 280 sont insuffisants pour faire face aux obligations y

afférentes et que cette autorisation favorisera la bonne marche des affaires de la compagnie.

1974, c. 70, a. 283.

Retrait de somme versée. **284.** L'assureur peut, avec l'autorisation du surintendant, retirer toute somme versée dans un groupe d'avoirs visé à l'article 280 afin de le remettre aux groupes d'avoirs d'où il provient; si la remise n'est que partielle, elle doit être faite à chaque groupe proportionnellement aux montants qui en provenaient.

Remise des valeurs. S'il s'agit de valeurs, elles sont remises selon le montant que représente leur valeur marchande au moment de la remise.

1974, c. 70, a. 284.

Excédent. **285.** Tout excédent, aux fins des articles 281 et 282, est celui qui apparaît au dernier état annuel de l'assureur.

1974, c. 70, a. 285.

CHAPITRE IV

LIVRES, COMPTES ET RAPPORTS

SECTION I

APPLICATION

Application du chapitre. **286.** Le présent chapitre s'applique à tout assureur constitué en corporation en vertu des lois du Québec.

1974, c. 70, a. 286.

SECTION II

LIVRES ET COMPTES

Compte distinct. **287.** Tout assureur doit maintenir, conformément aux règlements, au moins un compte distinct relativement à chaque catégorie d'assurance qui fait l'objet de son activité.

1974, c. 70, a. 287.

Registre. **288.** Tout assureur autre qu'une société mutuelle doit tenir, en outre des autres livres exigés par la loi, un registre:

a) des noms, par ordre alphabétique, de tous ses actionnaires,

membres ou porteurs de polices avec participation, ainsi que de leur adresse;

b) dans le cas d'une compagnie, du nombre d'actions possédées par chaque actionnaire ainsi que des versements acquittés ou du solde à acquitter sur les actions de chacun d'eux;

c) des noms, adresses et professions des administrateurs de la compagnie, de la date où ils le sont devenus et de celle à laquelle ils ont cessé de l'être;

d) des transferts d'actions, du numéro d'inscription de chaque transfert, du capital souscrit et du capital versé à l'égard de chaque action transférée, des noms et adresses du cédant et du cessionnaire et de la date du transfert.

1974, c. 70, a. 288.

Livres. **289.** Tout assureur doit tenir les livres nécessaires pour refléter la nature de ses opérations et, notamment,

a) ses revenus et leur provenance, ainsi que ses dépenses et leur objet;

b) les polices d'assurance qu'il a délivrées;

c) son actif et son passif, y compris son excédent.

Livres, registres et comptes. Tout assureur doit en outre tenir les livres, registres et comptes prescrits par les règlements, de la manière qui y est déterminée.

1974, c. 70, a. 289.

Consultation des livres et registres.

290. Les porteurs de polices avec participation et les membres des compagnies mutuelles d'assurance sur la vie ont le droit au même titre que les actionnaires de consulter les livres et registres visés à l'article 288.

1974, c. 70, a. 290.

SECTION III

VÉRIFICATION COMPTABLE

Vérification annuelle.

291. Tout assureur doit chaque année faire vérifier ses livres et comptes par un vérificateur possédant les qualités requises en vertu de la présente section.

Nomination du vérificateur.

S'il s'agit d'une compagnie, le vérificateur est nommé suivant les lois qui la régissent; dans les autres cas, il est nommé par l'assemblée générale annuelle de la corporation ou dans le cas des Lloyd's, par eux.

1974, c. 70, a. 291.

- Nomination par surintendant.** **292.** À défaut par un assureur de faire vérifier ses livres et comptes conformément à l'article 291, le surintendant peut nommer un vérificateur pour faire cette vérification et fixer la rémunération que l'assureur doit verser à ce dernier.
1974, c. 70, a. 292.
- Qualifications.** **293.** Le vérificateur nommé en vertu de la présente section doit être comptable et membre en règle d'un institut ou d'une association de comptables constitués en corporation par la législature d'une province canadienne, ou sous son autorité, ou une firme de comptables dont l'un ou plusieurs des dirigeants ou employés sont membres d'un tel institut ou d'une telle association.
- Sociétés non visées.** Le présent article ne s'applique pas aux sociétés mutuelles qui sont membres d'une fédération reconnue par le gouvernement conformément aux règlements édictés par lui à cet effet.
1974, c. 70, a. 293.
- Personnes inéligibles.** **294.** Aucun actionnaire, administrateur, dirigeant ou employé de l'assureur ou d'une corporation dans laquelle elle a placé ses fonds ne peut être nommé vérificateur en vertu de la présente section.
1974, c. 70, a. 294.
- Accès aux livres.** **295.** Tout vérificateur nommé en vertu de la présente section a, pour remplir ses fonctions, accès à tous les livres, registres, comptes et autres dossiers de l'assureur et toute personne en ayant la garde doit lui en faciliter l'examen.
- Renseignements et explications.** Il a aussi le droit d'exiger des administrateurs et dirigeants de l'assureur les renseignements et explications nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions.
1974, c. 70, a. 295.
- Rapport du vérificateur.** **296.** Le vérificateur doit présenter aux actionnaires, membres ou porteurs de polices avec participation un rapport sur la situation de l'assureur à la fin de l'exercice financier.
1974, c. 70, a. 296.
- Précisions indiquées au rapport.** **297.** Le vérificateur doit préciser dans son rapport s'il est d'avis, en se fondant sur les registres de l'assureur, sur le certificat visé au deuxième alinéa de l'article 309 dans le cas d'un assureur qui pratique l'assurance de personnes, sur les explications reçues et sur tous les renseignements disponibles, que les états présentent exactement, conformément aux principes comptables généralement reconnus, les

résultats des opérations de l'assureur au cours de l'année ainsi que sa situation financière à la fin de l'année, ou, s'il est d'avis qu'ils ne les présentent pas exactement ou que des renseignements pertinents concernant les affaires de l'assureur n'ont pas été révélés, il doit en fournir l'explication.

1974, c. 70, a. 297.

Ordre de continuer ou d'étendre la vérification.

298. Le surintendant peut ordonner que la vérification annuelle des affaires d'un assureur soit poursuivie ou étendue ou qu'une vérification spéciale soit faite si, à son avis, cela s'avère nécessaire; il peut nommer à cet effet un comptable ou une société de comptables possédant les qualités requises en vertu de la présente section. Les dépenses engagées à cette occasion sont payables par l'assureur après avoir été approuvées par le surintendant.

1974, c. 70, a. 298.

SECTION IV

RAPPORT ANNUEL AUX ACTIONNAIRES ET AUX MEMBRES

Rapport annuel du conseil.

299. Les comptes sont arrêtés à la clôture de l'exercice financier et, au cours des deux mois qui suivent, le conseil d'administration prépare le rapport annuel dans lequel doivent figurer notamment:

- a) les noms et adresses des administrateurs de la corporation et le nombre des actionnaires ou membres;
- b) le bilan, le compte d'opérations et le compte d'excédent;
- c) le rapport du vérificateur;
- d) le certificat visé au deuxième alinéa de l'article 309;
- e) les autres renseignements exigés par les règlements.

1974, c. 70, a. 299.

Approbation du bilan et du compte d'opérations.

300. Le bilan et le compte d'opérations doivent être approuvés par le conseil d'administration. Ce dernier désigne les deux administrateurs qui doivent signer le bilan.

1974, c. 70, a. 300.

Soumission à l'assemblée générale.

301. Le rapport annuel doit être soumis à l'assemblée générale annuelle de l'assureur en même temps que le rapport des vérificateurs.

Droit d'examiner le rapport.

Les porteurs de polices avec participation et les membres des compagnies mutuelles d'assurance sur la vie ont, au même titre que

les actionnaires, le droit de prendre connaissance du rapport annuel.

1974, c. 70, a. 301.

SECTION V

RESPONSABILITÉ POUR LES DENIERS DES ASSURÉS

- Cautionnement.** **302.** Toute personne responsable de la garde des deniers d'un assureur doit fournir un cautionnement, pour un montant déterminé par les administrateurs, pour garantir l'exécution fidèle de ses fonctions; ce cautionnement doit être remis au vérificateur de l'assureur.
- Montant minimum.** Sous réserve de l'article 135, ce cautionnement ne doit, en aucun cas, être de moins de \$25,000.

1974, c. 70, a. 302.

CHAPITRE V

ÉTATS ANNUELS ET INSPECTIONS

- Réponses aux demandes de renseignements.** **303.** Toute personne agissant à titre d'assureur, d'agent d'assurance ou d'experts en sinistres doit donner au surintendant une réponse prompte et précise à toute demande de renseignements de celui-ci relativement aux assurances qu'elle pratique.

- Copies de documents.** Elle doit aussi transmettre au surintendant, lorsque ce dernier le lui demande, copie de tous documents, tarifs et formulaires utilisés au Québec relativement à ses contrats d'assurance.

1974, c. 70, a. 303.

- Rapport au surintendant.** **304.** Toute personne visée à l'article 303 doit, sur demande, faire un rapport au surintendant, suivant la forme et aux dates que celui-ci exige, indiquant les noms de toutes les autres personnes autorisées à la représenter au Québec et de toutes les personnes à qui elle a payé ou promis de payer une commission ou rémunération pour avoir agi à titre d'agent d'assurance au Québec.

1974, c. 70, a. 304.

- État des opérations.** **305.** Tout assureur doit, avant le 1^{er} mars de chaque année, préparer et déposer au service des assurances, selon la forme prescrite par les règlements, un état de ses opérations pour l'année se terminant le 31 décembre précédent.

1974, c. 70, a. 305.

- Contenu de l'état. **306.** Cet état doit exposer la situation financière de l'assureur et comporter les données exigées par l'article 299.
1974, c. 70, a. 306.
- État de l'actif et du passif. **307.** L'état de l'actif et du passif doit, selon le cas, déclarer notamment:
- a) les placements et prêts de l'assureur admis comme placements autorisés en vertu de la présente loi;
 - b) les espèces en caisse et en banque;
 - c) les autres actifs de l'assureur provenant de revenus de placement échus et courus, des primes et cotisations dues et échues et toute autre somme à recevoir;
 - d) les réserves;
 - e) les réserves pour sinistres non réglés;
 - f) les autres sommes dues aux assurés, bénéficiaires, membres et actionnaires de l'assureur;
 - g) le capital-actions souscrit et payé;
 - h) le montant total des billets de souscription et des cotisations ainsi que les sommes versées sur ces billets et cotisations;
 - i) l'excédent découlant des opérations de l'assureur et les changements qui s'y sont produits depuis le bilan précédent ainsi qu'un relevé distinct des sommes affectées à la constitution des réserves.
- 1974, c. 70, a. 307.
- État des opérations. **308.** L'état des opérations doit représenter exactement les opérations de l'exercice et, suivant le cas, comprendre notamment:
- a) les revenus en primes et cotisations;
 - b) les autres revenus de l'assureur, notamment ceux de ses placements;
 - c) les sinistres;
 - d) les salaires, commissions, cotisations à des régimes de rentes et autres frais généraux d'opération;
 - e) les modifications des réserves.
- 1974, c. 70, a. 308.
- Certification. **309.** L'état annuel de tout assureur doit être certifié, sous serment, par au moins deux de ses administrateurs et être accompagné du rapport du vérificateur.
- Certificat d'un actuaire. Tout assureur qui pratique les assurances de personnes doit annexer à son état annuel le certificat d'un actuaire attestant que la réserve n'est pas inférieure à la réserve requise par la loi et qu'elle est suffisante pour garantir ses obligations envers ses assurés.

Certificat requis. Ce certificat est exigé, dans le cas de sociétés de secours mutuels, aux époques déterminées par règlement.

1974, c. 70, a. 309.

Déclaration dans état annuel. **310.** L'état annuel de tout assureur autorisé à pratiquer l'assurance sur la vie doit en outre comporter:

a) une répartition des revenus et dépenses pour chaque fonds de l'assureur ainsi qu'une description de la méthode utilisée pour effectuer cette répartition;

b) une analyse détaillée de l'assurance en vigueur pour chaque catégorie d'assurance.

1974, c. 70, a. 310.

État annuel distinct. **311.** Tout assureur qui maintient des groupes d'avoirs distincts doit fournir un état annuel distinct suivant la forme prescrite par les règlements, indiquant spécialement leur provenance et, le cas échéant, leur réattribution aux groupes d'origine.

1974, c. 70, a. 311.

État annuel en assurance de dommages. **312.** Un assureur qui pratique l'assurance de dommages doit inclure dans son état annuel une analyse, par catégorie d'affaires, de la réassurance cédée à des réassureurs non titulaires d'un permis ainsi qu'un état des sinistres et des frais de règlements engagés durant l'exercice écoulé accompagné d'une preuve que les réserves établies à cette fin au cours des exercices antérieurs sont suffisantes.

1974, c. 70, a. 312.

Tableau des états annuels. **313.** Le surintendant doit, avant le 1^{er} juin de chaque année, publier dans la *Gazette officielle du Québec*, un tableau récapitulatif des états annuels déposés par les assureurs au service des assurances et le distribuer à tous les assureurs ainsi qu'aux autres personnes désignées par lui.

1974, c. 70, a. 313.

Bordereau des changements dans les placements. **314.** Tout assureur titulaire d'un permis doit également transmettre au surintendant, aux dates fixées par ce dernier, un bordereau établi suivant la forme prescrite par les règlements et indiquant les changements intervenus dans ses placements depuis la date de production de son dernier bordereau.

1974, c. 70, a. 314.

Renseignements sur catégories de taux.	<p>315. Le surintendant peut, dans le but d'assurer une application équitable de la tarification, exiger de tout assureur ou groupe d'assureurs faisant des affaires d'assurance contre l'incendie au Québec tout renseignement relatif aux catégories de taux appliqués dans toutes municipalités du Québec qu'il désigne et aux critères ayant servi à l'établissement de ces taux.</p> <p>1974, c. 70, a. 315.</p>
Renseignements additionnels.	<p>316. Le surintendant peut requérir de toute personne qui possède un permis ou un certificat des renseignements et précisions supplémentaires concernant tout état ou rapport requis par le présent chapitre relativement à ses affaires d'assurance au Québec.</p> <p>1974, c. 70, a. 316.</p>
Inspection des affaires d'un assureur.	<p>317. Le surintendant doit procéder ou faire procéder à l'inspection des affaires de tout assureur et de tout courtier spécial d'assurance visé à l'article 346 au moins une fois tous les trois ans ou chaque fois qu'il juge qu'une inspection de ce genre est nécessaire pour la protection des assurés.</p>
Rapport d'inspection.	<p>Il peut toutefois, dans le cas d'assureurs constitués en vertu d'une loi autre qu'une loi du Québec, accepter au lieu et place de cette inspection tout rapport d'inspection fait sur ces assureurs par les administrations dont dépend cet assureur.</p>
Ententes.	<p>Le gouvernement peut, pour l'application de l'alinéa précédent, conclure des ententes avec tout autre gouvernement.</p> <p>1974, c. 70, a. 317.</p>
But de l'inspection.	<p>318. L'inspection visée au premier alinéa de l'article 317 doit notamment porter sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'exactitude des renseignements fournis dans les états et rapports transmis en vertu de la présente loi; b) la suffisance des réserves en assurance autre que sur la vie; c) les pratiques administratives et financières suivies par l'assureur; d) le règlement des sinistres. <p>1974, c. 70, a. 318.</p>
Examen sur demande.	<p>319. Le surintendant doit aussi procéder ou faire procéder à l'examen des affaires de toute corporation pratiquant les assurances si au moins cent membres ou actionnaires de celle-ci en font la demande.</p>
Rapport spécial.	<p>Le surintendant doit faire au ministre un rapport spécial chaque fois qu'il a procédé à un examen en vertu du présent article, et</p>

transmettre copie de ce rapport à l'assureur qui a fait l'objet de l'examen.

1974, c. 70, a. 319.

Évaluation des réserves.

320. Au moins une fois tous les cinq ans, le surintendant fait évaluer, conformément à la présente loi, les réserves afférentes aux contrats délivrés par chaque assureur sur la vie exerçant au Québec; le surintendant peut cependant accepter toute évaluation agréée par un autre gouvernement.

1974, c. 70, a. 320.

Rapport annuel du
surintendant.

321. Le surintendant doit, avant le 30 juin de chaque année, faire au ministre un rapport, d'après les renseignements obtenus des assureurs et les enquêtes et inspections faites par lui, sur l'état des affaires de tous les assureurs exerçant au Québec pour l'année ayant pris fin le 31 décembre précédent.

1974, c. 70, a. 321.

Placements admis dans
rapport.

322. Le surintendant n'admet, dans son rapport, que les placements d'un assureur qui sont conformes à la présente loi, ou dans le cas d'assureurs non constitués en vertu des lois du Québec, que ceux qui sont sensiblement conformes aux dispositions de la présente loi.

1974, c. 70, a. 322.

Évaluation de certains
actifs.

323. Le surintendant peut, dans son rapport, évaluer ou faire évaluer les actifs de tout assureur ou les sûretés réelles qui garantissent ses créances si ces actifs ou sûretés ne lui apparaissent pas évalués à leur valeur réelle dans le rapport annuel de cet assureur.

Frais.

Cette évaluation est faite aux frais de l'assureur.

1974, c. 70, a. 323.

Dépôt à l'Assemblée.

324. Le ministre soumet ce rapport à l'Assemblée nationale au plus tard le 30 juin suivant la fin de chaque année ou, si la Législature ne siège pas à cette date, dans les quinze premiers jours de la session suivante.

Impression et distribution.

Aussitôt après sa présentation à l'Assemblée nationale, le rapport du surintendant doit être imprimé et distribué.

1974, c. 70, a. 324.

Renseignements,
statistiques et rapports en
assurance de dommages.

325. Les assureurs qui pratiquent l'assurance de dommages au Québec doivent fournir au surintendant les renseignements, statistiques et rapports relatifs à leurs opérations au Québec de la manière et en la forme prescrites par les règlements.

1974, c. 70, a. 325.

CHAPITRE VI

AGENTS ET COURTIER D'ASSURANCE

SECTION I

AGENTS—CONDITIONS D'EXERCICE

Section non applicable.

326. La présente section ne s'applique pas:

- a) aux personnes autorisées par la Loi sur les courtiers d'assurances (chapitre C-74) à exercer en qualité de courtier d'assurance;
- b) aux administrateurs ou membres d'une société mutuelle qui agissent pour le compte de celle-ci.

1974, c. 70, a. 326.

Certificat d'agent
d'assurance.

327. Nul ne peut utiliser le titre d'agent d'assurance, ni exercer en cette qualité s'il ne justifie de la possession d'un certificat à cet effet délivré par le surintendant ou s'il n'est membre d'une association ou corporation professionnelle d'agents ou de courtiers agréée par le surintendant.

Exercice de la profession.

Exerce la profession d'agent d'assurance toute personne qui, notamment, offre, promet ou tente d'agir en cette qualité ou laisse entendre qu'elle y est autorisée par la loi.

1974, c. 70, a. 327.

Qualités requises pour
obtenir certificat.

328. Sous réserve de la présente loi et des règlements, toute personne physique âgée d'au moins dix-huit ans a droit au certificat dès qu'elle est reçue à un examen conforme à la présente loi et aux règlements.

Article non opposable aux
titulaires de licence avant la
loi.

Le présent article n'est pas opposable aux personnes étant le 20 octobre 1976 titulaires d'une licence d'agent délivrée en vertu de la section XV de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295), remplacée par le chapitre 70 des lois de 1974 ou l'ayant été pendant au moins douze mois consécutifs au cours des trois années antérieures à la date susdite, pourvu que pendant cette dernière période, leur licence n'ait pas été annulée pour cause par le surintendant.

1974, c. 70, a. 328.

- Nature de l'examen.** **329.** L'examen visé à l'article 328 doit être de nature à constater impartialement la compétence du postulant et porter sur ses connaissances générales et techniques.
1974, c. 70, a. 329.
- Certificat émis à une corporation.** **330.** Toute corporation peut obtenir un certificat si toutes les personnes par le truchement desquelles elle exerce la profession d'agent d'assurance sont elles-mêmes titulaires d'un certificat émis en vertu de l'article 327 de la présente loi ou membres de l'Association des courtiers d'assurances de la province de Québec.
- Contenu.** En pareil cas, le certificat doit porter les noms des personnes susdites et indiquer les branches et catégories d'assurance qu'elles sont autorisées à pratiquer en qualité d'agent.
- Mention des véritables propriétaires.** Toute corporation de courtiers doit dévoiler dans sa publicité et ses documents, dans les cas et selon les normes et règles établies par les règlements, l'identité des véritables propriétaires de la majorité de ses actions comportant le droit de vote.
Toute corporation de courtiers doit dévoiler dans sa publicité et ses documents, dans les cas et selon les normes et règles établies par les règlements, l'identité des véritables propriétaires de la majorité de ses actions comportant le droit de vote.
1974, c. 70, a. 330.
- Demande de certificat.** **331.** Toute personne demandant un certificat d'agent d'assurance doit soumettre sa demande au surintendant dans la forme prescrite par les règlements, accompagnée des recommandations et du cautionnement prévus par la présente loi et des documents prévus par les règlements.
- Indication.** Cette demande doit notamment indiquer les branches et catégories d'assurance que le postulant se propose de pratiquer à titre d'agent.
Cette demande doit notamment indiquer les branches et catégories d'assurance que le postulant se propose de pratiquer à titre d'agent.
1974, c. 70, a. 331.
- Recommandation.** **332.** La demande doit être accompagnée d'une recommandation d'un assureur, signée par un représentant généralement ou spécialement autorisé à cette fin par ce dernier.
- Recommandation pour chaque catégorie.** Chaque catégorie dont la pratique est envisagée par un postulant doit faire l'objet d'une recommandation d'un assureur autorisé à la pratiquer.
Chaque catégorie dont la pratique est envisagée par un postulant doit faire l'objet d'une recommandation d'un assureur autorisé à la pratiquer.
1974, c. 70, a. 332.
- Période de validité.** **333.** Sous réserve d'un maximum d'un an, tout certificat est valide pour la période qui y est indiquée.
- Renouvellement.** Il peut être renouvelé aux conditions prescrites par les règlements.
Il peut être renouvelé aux conditions prescrites par les règlements.
1974, c. 70, a. 333.
- Limite d'exercice.** **334.** Les titulaires de certificat d'agent d'assurance doivent se

Complément d'activités
d'assurance.

limiter à l'exercice de leur profession, sauf dans la mesure où les règlements autorisent des activités accessoires à l'assurance.

Le surintendant peut toutefois, aux conditions prescrites par les règlements, délivrer des certificats à des personnes dont la profession entraîne un complément normal des activités d'assurance.

1974, c. 70, a. 334.

SECTION II

AGENTS ET COURTIERS

Titres permis.

335. Quiconque a droit au titre d'agent d'assurance peut, le cas échéant, avoir également droit aux titres suivants:

a) assureur-vie;

b) assureur-vie agréé (A.V.A.) ou «chartered life insurer» (C.L.U.), moyennant l'agrément de l'Association provinciale des assureurs-vie du Québec et conformément aux statuts de cette association;

c) courtier d'assurance-vie, s'il représente plus d'une compagnie d'assurance sur la vie;

d) courtier d'assurance, s'il représente plus d'une compagnie d'assurance de dommages;

e) tout titre auquel lui donne droit la Loi sur les courtiers d'assurances (chapitre C-74).

1974, c. 70, a. 335.

Conseiller en assurance.

336. Sauf dans la mesure prévue par la loi ou les règlements, nul ne peut prendre le titre de conseiller en assurance ou tout autre titre supposant une compétence professionnelle particulière en matière d'assurance.

1974, c. 70, a. 336.

non en vigueur

Cautionnement.

337. Toute personne qui agit ou se propose d'agir à titre d'agent d'assurance pour plus d'un assureur de dommages doit déposer un cautionnement auprès du surintendant ou toute autre garantie prévue aux règlements.

Montant.

Le montant de ce cautionnement est de \$5,000 pour un agent agissant à son propre compte et de \$1,000 supplémentaires pour chacun des employés ou représentants par l'entremise duquel il se propose d'agir à ce titre.

1974, c. 70, a. 337.

non en vigueur

Garantie pour
remboursement.

Modalités.

338. Le cautionnement ou garantie prévu à l'article 337 existe en faveur des personnes qui ont chargé un agent de les assurer, pour le remboursement des sommes qu'elles lui confient.

Ce cautionnement est donné conformément à la section IV de la Loi sur les employés publics (chapitre E-6).

1974, c. 70, a. 338.

non en vigueur

Responsabilité pour faute
professionnelle.

339. Les administrateurs de toute corporation agissant à titre d'agent d'assurance ainsi que les dirigeants et employés de cette corporation qui en sont en même temps des actionnaires et qui sont porteurs d'un certificat sont solidairement responsables avec la corporation de tous les dommages subis par des tiers et dont la corporation doit répondre par suite de la faute professionnelle d'une personne par le truchement de laquelle elle a agi.

1974, c. 70, a. 339.

Mandataire de l'assureur.

340. L'agent d'assurance est, nonobstant toute convention contraire, le mandataire de l'assureur lorsqu'il touche des primes des assurés et lorsqu'il reçoit de l'assureur des sommes destinées aux assurés ou aux bénéficiaires de ceux-ci.

1974, c. 70, a. 340.

Acceptation de demande
d'assurance.

341. Aucun assureur ne doit accepter une demande ou proposition d'assurance d'une personne autre que l'assuré, le preneur, l'adhérent ou un agent d'assurance.

1974, c. 70, a. 341.

Rabais sur prime interdit.

342. Nul assureur ou agent ne peut, directement ou indirectement, accorder un rabais sur la prime convenue dans une police d'assurance à une personne assurée ou demandant une assurance, ni convenir avec elle d'un autre mode de paiement de cette prime que le mode prévu dans la police.

Paiement ne constituant
pas un rabais.

Le paiement d'avantages stipulés dans une police n'est pas un rabais de prime visé par le présent article, non plus qu'une compensation en faveur d'un salarié de l'assureur pour ses services lorsque cet employé est aussi un assuré.

1974, c. 70, a. 342.

Déclarations mensongères.

343. L'agent d'assurance ne doit pas faire de déclarations mensongères ou de réticences afin d'amener une personne à contracter une assurance ni se servir de ses relations pour forcer une personne

- à contracter une assurance par l'intermédiaire d'un agent plutôt que d'un autre.
- Substitutions de polices. Le gouvernement peut, par règlement, statuer sur les substitutions de polices d'assurance sur la vie à l'aide d'autres semblables ou à l'aide de fonds mutuels et sur les devoirs des assureurs et agents d'assurance à l'égard de ces substitutions.
- 1974, c. 70, a. 343.
- Libre choix de l'assureur. **344.** Le créancier qui exige une assurance à l'occasion d'un contrat ne peut imposer au débiteur un assureur ou un agent d'assurance ni se faire accorder par lui le choix de l'assureur ou de l'agent sauf s'il s'agit d'une assurance de groupe contractée au moyen d'un contrat cadre par un créancier sur la vie de ses débiteurs ou par une entreprise financière sur la vie des épargnants qui font des dépôts ou des placements auprès de cette entreprise.
- Assureur choisi par débiteur. Sous réserve du premier alinéa, le débiteur est libre de conclure l'assurance par l'entremise de l'assureur et de l'agent de son choix notwithstanding toute entente ou stipulation à ce sujet.
- Disposition non applicable. Le présent article ne s'applique pas au cas de construction d'habitation nouvelle au sens de la Loi sur l'habitation familiale (chapitre H-1), lorsque le prêt hypothécaire excède cinquante pour cent du coût de la construction.
- 1974, c. 70, a. 344.
- Effet d'infraction. **345.** Aucune infraction à la présente section n'a pour effet d'invalidier un contrat d'assurance.
- 1974, c. 70, a. 345.
- Certificat spécial. **346.** Le surintendant peut délivrer à tout agent d'assurance qui se conforme aux règlements un certificat spécial l'autorisant à agir à titre de courtier spécial d'assurance auprès d'assureurs non titulaires de permis et qui n'ont au Québec aucun établissement d'affaires.
- Validité. Ce certificat n'est pas valable dans le cas des assurances sur la vie, des assurances automobile ou des assurances accidents ou maladie et dans les cas où une assurance d'un autre type ne peut être obtenue à un tarif raisonnable d'assureurs titulaires de permis.
- Déclaration à obtenir. Ce courtier doit, avant de se prévaloir de ce certificat, obtenir de l'assuré une déclaration signée et datée désignant les propriétés ou autres intérêts à assurer, identifiant l'endroit où ils sont situés et mentionnant le montant de l'assurance demandée ainsi que les assureurs qui ont refusé de l'accorder.
- 1974, c. 70, a. 346.

Livres, comptes et registres. **347.** Tout agent d'assurance doit tenir les livres, comptes et registres qui sont déterminés par les règlements.

1974, c. 70, a. 347.

CHAPITRE VII EXPERTS EN SINISTRES

Certificat pour usage du titre. **348.** Nul ne peut utiliser le titre d'expert en sinistres, d'expert d'assurance ou d'agent de réclamation ni exercer en cette qualité s'il ne justifie de la possession d'un certificat à cet effet délivré par le surintendant.

Exercice à titre d'expert en sinistres. Exerce en cette qualité toute personne qui, notamment, offre, promet ou tente d'exercer en cette qualité, ou laisse entendre qu'elle y est autorisée par la loi.

1974, c. 70, a. 348.

Interdiction non applicable. **349.** L'interdiction contenue à l'article 348 ne s'applique pas:

- a) aux avocats;
- b) aux liquidateurs, séquestres et syndics, dans l'exercice de leurs fonctions;
- c) aux tuteurs, curateurs, exécuteurs testamentaires, administrateurs, fiduciaires et fidéicommissaires, dans l'exercice de leurs fonctions;
- d) aux ingénieurs, architectes, évaluateurs visés par la Loi sur l'évaluation foncière (chapitre E-16) et personnes rendant des services similaires, dont les services sont simplement requis par une partie en vue d'obtenir une opinion ou un témoignage;
- e) aux titulaires d'un permis en vertu de la Loi sur les agences d'investigation et de sécurité (chapitre A-8), pour les fins de ce permis seulement;
- f) aux experts ou commissaires d'avaries s'occupant exclusivement de sinistres maritimes océaniques;
- g) aux administrateurs, représentants et employés de sociétés mutuelles d'assurance-incendie ou des compagnies d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent constituées en vertu des sections II, VI et VII de la Loi des assurances (Statuts refondus, 1964, chapitre 295) remplacée par le chapitre 70 des lois de 1974 lorsqu'ils agissent à titre d'experts en sinistres dans l'exercice des fonctions susdites.

1974, c. 70, a. 349.

Éligibilité. **350.** Sous réserve de la présente loi et des règlements, toute personne physique âgée d'au moins dix-huit ans a droit au certificat

Nature de l'examen.	<p>d'expert dès qu'elle est reçue à un examen conforme à la présente loi.</p> <p>L'examen visé au premier alinéa doit être de nature à constater impartialement la compétence du candidat et porter sur ses connaissances <u>générales et techniques.</u></p> <p>1974, c. 70, a. 350.</p>
Certificat d'une corporation.	<p>351. Toute corporation peut obtenir un certificat si toutes les personnes par le truchement desquelles elle exerce la profession d'expert en sont elles-mêmes titulaires.</p>
Noms mentionnés.	<p>En pareil cas, le certificat doit porter les noms des personnes <u>susdites.</u></p> <p>1974, c. 70, a. 351.</p>
Responsabilité pour faute professionnelle.	<p>352. Les administrateurs de toute corporation agissant à titre d'expert en sinistres ainsi que les dirigeants et employés d'une telle corporation qui en sont en même temps des actionnaires sont, dans tous les cas où ils possèdent un certificat, solidairement responsables avec la corporation de tous les dommages subis par des tiers et dont la corporation doit répondre par suite de la faute professionnelle d'une personne par le truchement de laquelle elle a agi.</p> <p>1974, c. 70, a. 352.</p>
Demande et cautionnement.	<p>353. Toute personne demandant un certificat d'expert doit soumettre sa demande au surintendant dans la forme prescrite par les règlements, accompagnée d'un cautionnement de \$5,000 pour un expert agissant à son propre compte et de \$1,000 supplémentaires pour chacun des employés par l'entremise desquels cette personne se propose d'exercer la profession d'expert.</p>
Modalités.	<p>Ce cautionnement est donné conformément à la section IV de la <u>Loi sur les employés publics (chapitre E-6).</u></p> <p>1974, c. 70, a. 353.</p>
Garantie pour indemnisation.	<p>354. Le cautionnement prévu à l'article 353 est une garantie, en faveur des personnes qui ont recours aux services de l'expert qui a fourni ce cautionnement, pour l'indemnisation des dommages qu'il peut leur causer par sa négligence.</p> <p>1974, c. 70, a. 354.</p>
Période de validité.	<p>355. Sous réserve d'un maximum d'un an, le certificat est valide pour la période qui y est indiquée.</p>
Renouvellement.	<p>Il peut être renouvelé aux conditions prescrites par les règlements.</p> <p>1974, c. 70, a. 355.</p>

Renseignements
confidentiels.

356. À moins que la loi ne les y oblige, l'expert en sinistres et ses employés ne doivent divulguer à des personnes autres que leur employeur ou commettant, sans l'autorisation de ce dernier, aucun renseignement recueilli dans l'exercice de leurs fonctions.

1974, c. 70, a. 356.

Livres, comptes et registres.

357. Tout expert en sinistres doit tenir les livres, comptes et registres qui sont déterminés par les règlements.

1974, c. 70, a. 357.

CHAPITRE VIII

SUSPENSION ET ANNULATION DES PERMIS ET DES CERTIFICATS

Causes de suspension de
permis.

358. Le surintendant peut suspendre le permis de tout assureur:

- a) qui cesse de remplir les conditions voulues;
- b) qui devient insolvable ou est sur le point de le devenir;
- c) qui n'a pas déposé le cautionnement exigible en vertu de la présente loi;
- d) dont le cautionnement cesse d'être conforme aux exigences du chapitre II du présent titre;
- e) qui omet de payer dans les soixante jours suivant une offre de quittance ou un avis de non-paiement signifié au surintendant, une indemnité demandée en application d'un contrat d'assurance, si le droit à cette indemnité ou son montant n'est pas contesté ou, en cas de contestation, si un jugement final l'a déclarée exigible;
- f) qui enfreint la présente loi et les règlements.

1974, c. 70, a. 358.

Causes d'annulation de
permis.

359. Le surintendant peut annuler le permis de tout assureur:

- a) qui cesse de remplir les conditions voulues;
- b) qui a obtenu ce permis par fraude ou à la suite d'une erreur;
- c) qui devient insolvable ou est sur le point de le devenir;
- d) dont le cautionnement cesse d'être conforme aux exigences du chapitre II du présent titre;
- e) qui refuse ou néglige de se conformer à la présente loi ou aux règlements après que son permis a été suspendu conformément au paragraphe *b* de l'article 358.

1974, c. 70, a. 359.

Causes de suspension ou d'annulation de certificat d'agent ou expert.

360. Le surintendant peut suspendre ou annuler le certificat d'un agent d'assurance ou d'un expert en sinistres:

- a) qui cesse de remplir les conditions voulues;
- b) qui a été malhonnête ou négligent dans l'exercice de sa profession;
- c) qui a été déclaré coupable d'un acte criminel;
- d) qui enfreint la présente loi ou les règlements.

1974, c. 70, a. 360.

Audition et avis.

361. Le surintendant doit, avant de prononcer l'annulation ou la suspension d'un permis ou d'un certificat, donner au titulaire l'occasion d'être entendu. Il doit aussi notifier par écrit sa décision, en la motivant, à la personne en cause.

1974, c. 70, a. 361.

Publication d'avis d'annulation ou de suspension.

362. Le surintendant doit également donner avis dans la *Gazette officielle du Québec* de toute annulation ou suspension de permis ou de certificat.

1974, c. 70, a. 362.

Suspension de permis d'assureur.

363. Le permis d'un assureur est suspendu de plein droit:

- a) si son capital-actions devient inférieur à celui stipulé à l'article 51;
- b) si une requête est présentée par le surintendant à la Cour supérieure, conformément à l'article 239, pour obtenir la mainmise sur le cautionnement de cet assureur;
- c) si ses pouvoirs en tant que corporation sont suspendus.

1974, c. 70, a. 363.

Remplacement de permis suspendu.

364. Tout permis ou certificat suspendu par l'opération de la loi ou par le surintendant peut être, au gré de ce dernier, provisoirement remplacé par un autre comportant les conditions ou restrictions jugées utiles par lui ainsi que la mention de sa durée.

1974, c. 70, a. 364.

Permis nul de plein droit.

365. Le permis de tout assureur devient nul de plein droit dès:

- a) que sa charte est abrogée, annulée ou vient à expiration;
- b) que ses pouvoirs en tant que corporation sont révoqués;
- c) qu'il adopte une résolution décrétant sa propre mise en liquidation;

d) qu'une ordonnance de liquidation est rendue contre lui par tout tribunal compétent.

1974, c. 70, a. 365.

CHAPITRE IX

APPELS

Appel. **366.** Les refus, suspensions ou annulations de permis ou certificat peuvent faire l'objet d'un appel devant un juge de la Cour provinciale du district de la résidence ou du siège social de la personne en cause ou, s'il s'agit d'une corporation ayant son siège hors du Québec, du district de son principal bureau d'affaires au Québec.

Motifs. Aucun appel ne peut être interjeté à moins que:

a) les motifs de fait ou de droit invoqués au soutien de la décision soient manifestement erronés;

b) la procédure suivie soit entachée de quelque irrégularité grave; ou

c) la décision n'ait pas été rendue avec impartialité.

1974, c. 70, a. 366.

Requête. **367.** L'appel est interjeté par requête signifiée au surintendant. Cette requête doit être produite au greffe de la Cour provinciale, dans les soixante jours de la mise à la poste de la notification au requérant de la décision du surintendant.

Transmission du dossier. Dès réception de l'avis d'appel, le surintendant transmet au greffier de la Cour provinciale le dossier relatif à la décision en cause.

1974, c. 70, a. 367.

Pouvoirs d'un commissaire. **368.** Le juge est investi, à l'occasion d'un appel, des pouvoirs et de l'immunité accordés à un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (chapitre C-37).

1974, c. 70, a. 368.

Exécution de décision non suspendue. **369.** L'appel ne suspend pas l'exécution de la décision du surintendant lorsque cette décision a pour effet de suspendre ou d'annuler le permis ou le certificat de l'appelant, à moins que le juge en ordonne autrement dans les cas d'urgence exceptionnelle.

1974, c. 70, a. 369.

Audition des parties. **370.** Le juge doit, avant de rendre toute décision sur un appel, permettre aux parties de faire valoir leur point de vue et, à cette fin,

- leur donner de la manière qu'il estime appropriée, un préavis d'au moins cinq jours francs précisant la date, l'heure et le lieu où elles pourront se faire entendre.
- Instruction en l'absence d'une partie. **370.** Si une partie ainsi convoquée ne se présente pas ou refuse de se faire entendre à la séance fixée à cette fin, ou à un ajournement de cette séance, le juge peut néanmoins procéder à l'instruction de l'affaire et aucun recours judiciaire ne peut être fondé sur le fait qu'il a ainsi procédé en l'absence de cette partie.
1974, c. 70, a. 370.
- Preuve admise. **371.** Le juge peut admettre comme preuve une copie ou un extrait d'un document, si l'original n'est pas disponible.
1974, c. 70, a. 371.
- Interrogatoire. **372.** Lors de l'enquête et de l'audition, chacune des parties peut interroger les témoins et exposer ses arguments.
- Assistance d'un avocat. **372.** Toute partie a le droit d'être assistée d'un avocat.
1974, c. 70, a. 372.
- Témoins. **373.** Toute personne qui témoigne devant le juge a les mêmes privilèges et la même immunité qu'un témoin devant la Cour supérieure et les articles 307 à 310 du Code de procédure civile s'y appliquent, *mutatis mutandis*.
1974, c. 70, a. 373.
- Pouvoirs du juge. **374.** Le juge a tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa juridiction et il peut, notamment, rendre toute ordonnance qu'il estime propre à sauvegarder les droits des parties.
1974, c. 70, a. 374.
- Décision. **375.** Le juge peut confirmer ou infirmer toute décision qui lui est soumise.
- Jugement. **375.** Le jugement doit être consigné par écrit et signé par le juge qui l'a rendu. Il doit contenir, outre le dispositif, les motifs de la décision.
1974, c. 70, a. 375.
- Copie aux parties. **376.** Une copie certifiée doit être transmise par le greffier de la Cour provinciale, par lettre recommandée ou certifiée, à chacune des parties.
- Original. **376.** L'original est conservé au greffe de la Cour provinciale.
1974, c. 70, a. 376; 1975, c. 83, a. 84.

Appel. **377.** Il y a appel de la décision à la Cour d'appel.
1974, c. 70, a. 377.

CHAPITRE X

ADMINISTRATION PROVISOIRE

Raisons pour
administration provisoire.

378. Le surintendant ou à sa demande ou en son absence ou en son incapacité, toute personne désignée par le ministre peut, à la suite d'une inspection faite conformément à la présente loi ou de la production de l'état annuel d'un assureur constitué en vertu des lois du Québec ou à la suite d'une demande faite par cent membres ou par des actionnaires représentant 10% en valeur des actions, en assumer provisoirement l'administration pour une période de sept jours ouvrables s'il a raison de croire:

a) que l'actif a fait l'objet d'un détournement ou s'il constate une absence inexplicable d'éléments de l'actif;

b) que l'actif est inférieur au passif formé des sinistres et des contrats en cours, ou risque de devenir inférieur au passif formé des sinistres compte tenu des réserves obligatoires, déductions faite dans tous les cas des créances de l'assureur sur ces polices;

c) que l'actif, s'il s'agit d'une société mutuelle ou de l'une de ses caisses, ne suffit pas à couvrir les prestations actuellement exigibles ou ne suffira pas, compte tenu des réserves obligatoires, à couvrir les prestations éventuellement exigibles, déduction faite dans tous les cas des créances de l'assureur sur les contrats;

d) que l'actif est insuffisant pour assurer efficacement la protection des assurés;

e) qu'il y a eu faute grave, notamment malversation ou abus de confiance d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration ou que le conseil a manqué gravement aux obligations qui lui sont imposées par la présente loi ou se livre à des pratiques administratives mettant en danger les droits des assurés ou des membres.

Autorisation.

L'administrateur provisoire peut autoriser les personnes qu'il désigne à exercer les fonctions qu'il détermine.

1974, c. 70, a. 378.

Prolongation.

379. Le ministre a pouvoir discrétionnaire de prolonger la période prévue à l'article 378.

1974, c. 70, a. 379.

Rapport.

380. Lorsqu'il assume l'administration provisoire d'un assureur, le surintendant doit présenter au ministre, dans les meilleurs délais,

Frais, honoraires et déboursés.	<p>un rapport circonstancié de ses constatations, accompagné de ses recommandations.</p> <p>Les frais, honoraires et déboursés de l'administration provisoire sont à la charge de l'assureur qui en a fait l'objet à moins que le ministre n'en ordonne autrement.</p> <p>1974, c. 70, a. 380.</p>
Transmission du rapport.	<p>381. Si le rapport de l'administrateur provisoire confirme l'existence d'une situation prévue à l'article 378, il doit être transmis <u>par le ministre au gouvernement.</u></p> <p>1974, c. 70, a. 381.</p>
Audition de l'assureur et enquête.	<p>382. Le ministre doit, avant de soumettre ce rapport au gouvernement, donner à l'assureur l'occasion de faire valoir son point de vue sur l'existence d'une situation prévue à l'article 378; il peut aussi faire faire toute enquête qu'il juge à propos.</p>
Fonctionnaire désigné.	<p>Un tel point de vue peut être exposé devant tout fonctionnaire désigné par le ministre.</p> <p>1974, c. 70, a. 382.</p>
Résumé des représentations.	<p>383. Le ministre doit joindre au rapport de l'administrateur provisoire un résumé des représentations que l'assureur lui a faites ainsi que ses <u>propres recommandations.</u></p> <p>1974, c. 70, a. 383.</p>
Devoirs du gouvernement.	<p>384. Le gouvernement peut, dès que les documents visés à l'article 383 lui ont été soumis,</p> <ul style="list-style-type: none"> a) soumettre le permis de l'assureur aux restrictions et conditions mentionnées à l'article 388; b) prescrire un délai durant lequel l'assureur doit remédier à toute insuffisance d'actif ou toute autre situation prévue à l'article 378; c) ordonner au surintendant de prolonger son administration de l'assureur ou d'y mettre fin sous réserve de toute éventuelle violation des conditions imposées par le gouvernement en conformité avec les paragraphes a et b.
Publication d'avis.	<p>Tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent article doit faire l'objet d'un avis publié sans délai dans la <i>Gazette officielle du Québec.</i></p> <p>1974, c. 70, a. 384.</p>

Suspension des pouvoirs du conseil d'administration.

385. Lorsque l'administrateur provisoire assume l'administration d'un assureur conformément au présent chapitre, les pouvoirs des membres du conseil d'administration sont suspendus et l'administrateur provisoire en assume les pouvoirs ainsi que ceux de l'assemblée générale.

Immunité.

L'administrateur provisoire ne peut être poursuivi en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

1974, c. 70, a. 385.

Reddition de compte.

386. Lorsque l'administration provisoire a été assumée, l'administrateur provisoire doit rendre compte au ministre dès qu'il constate que la situation prévue à l'article 378 a été ou ne peut être corrigée.

1974, c. 70, a. 386.

Administration provisoire.

387. Le surintendant ou toute personne désignée par le ministre à la demande du surintendant ou en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier peut aussi assumer l'administration provisoire de tout assureur constitué en corporation en vertu des lois du Québec:

- a) si le permis de cet assureur a été annulé;
- b) si le permis de cet assureur a été suspendu et qu'il n'a pas été remédié aux causes de cette suspension dans les trente jours de sa prise d'effet;
- c) si cet assureur pratique, dans l'opinion du surintendant, les assurances sans permis.

Constatations au ministre.

Lorsqu'il assume l'administration provisoire d'un assureur en vertu du présent article, l'administrateur provisoire doit communiquer ses constatations au ministre qui fait rapport au gouvernement dans les plus courts délais.

1974, c. 70, a. 387.

Mesures prescrites par gouvernement.

388. Après avoir reçu le rapport prévu aux articles 386 ou 387, le gouvernement peut prescrire un ou plusieurs des moyens suivants:

- a) lever la suspension des membres du conseil d'administration de l'assureur;
- b) maintenir la suspension des membres du conseil d'administration de l'assureur jusqu'à la tenue d'une assemblée extraordinaire des actionnaires ou, suivant le cas, des membres et ordonner de procéder à l'élection des membres de ce conseil;
- c) ordonner, aux conditions qu'il détermine, la liquidation de l'assureur et nommer un liquidateur;
- d) soumettre le permis de l'assureur aux restrictions et conditions qu'il juge appropriées;
- e) ordonner à l'administrateur provisoire de prolonger son admi-

- nistration de l'assureur pour la période que détermine le ministre;
 f) mettre fin à l'administration provisoire.
- Publication d'avis. Tout arrêté en conseil adopté en vertu du présent article doit faire l'objet d'un avis publié sans délai dans la *Gazette officielle du Québec*.
 1974, c. 70, a. 388.
- Effet de décision. **389.** La décision du gouvernement ordonnant la liquidation a le même effet qu'une ordonnance rendue par un juge de la Cour supérieure en vertu de l'article 25 de la Loi sur la liquidation des compagnies (chapitre L-4); les dispositions du chapitre XI du présent titre s'appliquent en outre *mutatis mutandis* à la liquidation ainsi ordonnée dans la mesure où elles ne sont pas inconciliables avec les dispositions de la présente loi.
- Sans appel. Dans le cas d'une telle liquidation, l'ordonnance est sans appel.
 Fin de la liquidation. Cependant, le ministre peut mettre fin à la liquidation si l'intérêt des assurés le justifie.
 1974, c. 70, a. 389.
- Dispositions applicables. **390.** Les articles 378 à 389 s'appliquent *mutatis mutandis* à un courtier spécial visé à l'article 346 dans les cas où les paragraphes c et e de l'article 378 s'appliqueraient à lui s'il était assureur ainsi que lorsque son certificat est suspendu ou lorsqu'il contrevient à l'article 346.
 1974, c. 70, a. 390.

CHAPITRE XI

LIQUIDATION

- Loi applicable. **391.** La Loi sur la liquidation des compagnies (chapitre L-4) s'applique à la liquidation de toute compagnie d'assurance constituée au Québec sous réserve des dispositions du présent chapitre.
 1974, c. 70, a. 391.
- Sections applicables. **392.** Sous réserve de la présente loi, les dispositions des sections II et III de la Loi sur la liquidation des compagnies s'appliquent aux sociétés mutuelles.
- «compagnie» et «actionnaire». À cette fin on entend par «compagnie», dans ladite loi, une corporation ou société mutuelle, par «actionnaire» un membre de la corporation ou un sociétaire de la société et, lorsqu'une disposition de ladite loi exige le vote d'actionnaires représentant une proportion déterminée du capital-actions d'une compagnie, cette disposition est

censée exiger le vote d'un nombre de membres de la corporation ou de sociétaires de la société égal à la proportion déterminée en valeur.

1974, c. 70, a. 392.

Vote de liquidation.

393. La liquidation d'une société mutuelle peut être décidée par le vote affirmatif des trois quarts des sociétaires présents à une assemblée générale convoquée à cette fin.

Nomination de liquidateurs.

Cette assemblée nomme ensuite, à la majorité des sociétaires présents, un ou trois liquidateurs qui ont droit à la possession immédiate des biens de la société.

1974, c. 70, a. 393.

Suspension d'action ou instance.

394. Dès que la liquidation a été votée par l'assemblée générale, toute action ou instance visant les biens meubles ou immeubles de la corporation, notamment par voie de saisie-arrêt, saisie avant jugement ou saisie-exécution doit être suspendue.

Frais non colloqués sur produit.

Les frais engagés par un créancier après qu'il a été mis au courant de la liquidation, notamment par son avocat, ne peuvent être colloqués sur le produit des biens de la corporation qui est distribué en conséquence de la liquidation.

Introduction d'instance autorisée.

Un juge de la Cour supérieure du district où est situé le siège social de la corporation peut néanmoins, aux conditions qu'il estime convenables, autoriser l'introduction d'une instance ou la continuation de toute instance commencée.

1974, c. 70, a. 394; 1965 (1^{re} sess.), c. 80, a. 1.

Avis de liquidation.

395. Toute corporation ayant décidé d'opérer sa liquidation doit en donner avis au surintendant et lui faire parvenir copie de la résolution adoptée à cette fin par l'assemblée générale; un semblable avis doit aussi être signifié par la poste à chaque porteur de police et publié dans la *Gazette officielle du Québec* ainsi que dans un quotidien atteignant la localité où la corporation a son siège social.

Contenu.

Cet avis doit indiquer la date à laquelle la corporation cessera de pratiquer les assurances, le nom et l'adresse du liquidateur ainsi que l'adresse postale où les intéressés peuvent lui transmettre leurs réclamations.

1974, c. 70, a. 395.

Début de la liquidation.

396. La liquidation de la corporation ne peut commencer qu'après un délai d'un mois à compter de la date de l'avis qui a été donné au surintendant conformément à l'article 395.

1974, c. 70, a. 396.

Cautionnement du
liquidateur.

397. Avant de prendre possession des biens de la corporation, le liquidateur doit donner un cautionnement suffisant pour garantir l'accomplissement de ses fonctions. À la demande du surintendant ou de tout autre intéressé, un juge de la Cour supérieure peut déterminer le montant et la nature de ce cautionnement, et l'augmenter selon les circonstances.

1974, c. 70, a. 397.

Contrôle du surintendant.

398. Le liquidateur nommé aux biens d'une corporation agit sous le contrôle et la direction du surintendant qui peut, même s'il n'allègue aucun intérêt particulier, agir en justice en tout ce qui se rapporte à la liquidation et exercer, pour le compte de tout actionnaire, membre, assuré ou créancier de la corporation les droits qu'ils possèdent contre cette dernière.

1974, c. 70, a. 398.

Réassurance des contrats
en vigueur.

399. Le liquidateur doit, dès sa nomination, si cela n'a pas été fait auparavant, réassurer les contrats d'assurance qui ont été établis par la corporation et qui sont en vigueur, en utilisant les réserves ou l'excédent, pourvu qu'il ait acquitté toutes les dettes autres que la valeur des polices d'assurance et les primes non acquises.

Réassurance avec titulaire
de permis.

Toute réassurance doit être faite auprès d'un assureur titulaire d'un permis. Elle tient lieu de toute créance des assurés pour recouvrement de la valeur de leurs polices ou pour remboursement de primes dans la mesure où cette réassurance remplace le contrat originellement souscrit.

1974, c. 70, a. 399.

Droit à la valeur de la
police moins avances.

400. Si cette réassurance n'est pas effectuée conformément à l'article 399, tout assuré, outre les droits que lui donnent les polices d'assurance dont il était porteur à la date de la liquidation, a droit à la valeur de ladite police d'assurance à ladite date, déduction faite des avances consenties contre leur garantie.

Calcul.

Ces valeurs se calculent conformément aux barèmes approuvés par le surintendant.

1974, c. 70, a. 400.

Droit au remboursement de
primes.

401. Dans le cas d'une corporation ayant pratiqué l'assurance contre l'incendie, l'assuré a droit, s'il n'y a pas eu réassurance, outre les droits qu'il a acquis avant la date de la liquidation suivant les conditions de toute police d'assurance, au remboursement de toute prime ou partie de prime versée à l'égard d'un risque qui a disparu

depuis la date à laquelle, suivant l'article 395, la corporation a cessé de pratiquer les assurances.

1974, c. 70, a. 401.

Disponibilité des avoirs.

402. Les avoirs qu'une corporation doit maintenir séparés de ses autres biens ne sont disponibles que pour l'exécution des obligations de la corporation qui doivent être supportées par ces avoirs, jusqu'à ce que ces obligations aient été entièrement exécutées. Ils deviennent alors disponibles pour l'exécution des autres obligations de la compagnie.

1974, c. 70, a. 402.

Liquidation séparée.

403. Ces avoirs peuvent être liquidés séparément des autres biens de la corporation ou même sans que ces autres biens ne le soient.

Usage du solde net.

Le solde net de la liquidation de ces avoirs peut servir à acquitter toute autre dette de la corporation.

1974, c. 70, a. 403.

Créances prioritaires.

404. Les créances suivantes sont, par préférence aux autres créanciers, prioritaires dans l'ordre suivant:

- a) les frais et honoraires de la liquidation;
- b) les salaires et gages des employés de la corporation, à concurrence de trois mois de salaire impayé;
- c) les créances fondées sur la réalisation, avant la date de la liquidation, d'un risque pris en charge par la corporation;
- d) les créances des assurés en recouvrement de la valeur de leurs polices ou en remboursement de primes versées à l'égard de risques ayant cessé d'être assurés par suite de la liquidation.

1974, c. 70, a. 404.

Rapport sommaire
d'activités.

405. Le liquidateur doit, dans les sept jours qui suivent l'expiration de toute période de trois mois, faire au surintendant ainsi qu'au conseil d'administration de la corporation un rapport sommaire de ses activités pour cette période. Ce rapport doit indiquer les encaissements et dépenses de la liquidation ainsi que l'état de son actif et de son passif à la fin de cette période.

1974, c. 70, a. 405.

CHAPITRE XII

INFRACTIONS ET PEINES

Infractions et peines.

406. Commet une infraction:

- a) toute personne agissant à titre d'assureur, d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres, sans pouvoir justifier de la possession d'un permis ou d'un certificat à cet effet;
- b) toute personne faisant une fausse déclaration dans une demande de permis ou de certificat;
- c) toute personne fournissant sciemment au surintendant ou à un fonctionnaire de son service des renseignements inexacts;
- d) toute personne laissant croire qu'elle est titulaire d'un permis ou d'un certificat qu'elle n'a pas;
- e) toute personne entravant ou tentant d'entraver quiconque accomplit des fonctions que la présente loi ou les règlements l'obligent ou l'autorisent à accomplir;
- f) toute personne communiquant un renseignement contrairement à la présente loi;
- g) toute personne publiant ou déposant au service des assurances un état ou rapport qu'elle sait faux ou faisant dans un livre ou un registre une inscription qu'elle sait être fausse ou refusant ou négligeant d'en faire une exigée par la présente loi;
- h) toute personne refusant ou négligeant de produire au service des assurances un état ou rapport exigés par la présente loi;
- i) tout agent d'assurance ou expert en sinistres versant ou promettant de verser directement ou indirectement une rétribution à une personne non titulaire d'un certificat pour qu'elle agisse à titre d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres suivant le cas, ou en prenne le titre;
- j) tout agent d'assurance ou expert en sinistres qui, pour agir à ce titre, se fait promettre ou verser directement ou indirectement, une rétribution par une personne qui, sans être titulaire du certificat voulu, agit ou tente d'agir à titre d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres;
- k) tout agent d'assurance ou expert en sinistres qui emploie, pour agir à l'un ou l'autre de ces titres, une personne non titulaire d'un certificat, ou lui verse, offre ou promet une rétribution;
- l) tout agent d'assurance ou expert en sinistres qui se fait promettre ou verser une rémunération par une personne autre que celle qui a retenu ses services;
- m) tout agent d'assurance ou expert en sinistres qui partage, offre ou promet de partager sa rétribution avec une autre personne non titulaire du certificat voulu;
- n) tout agent d'assurance ou expert en sinistres qui verse ou promet de verser une rémunération pour que ses services soient retenus;

o) tout agent d'assurance qui, en vue seulement d'obtenir une commission plus considérable, induit une personne à assurer des biens pour un montant supérieur à leur valeur réelle;

p) toute personne qui contrevient autrement à la présente loi ou aux règlements.

1974, c. 70, a. 406.

Infraction imputée aux
dirigeants, administrateurs,
employés ou agents d'une
corporation.

407. Toute infraction à la présente loi ou aux règlements imputable à une corporation est également imputable à tous ceux de ses dirigeants, administrateurs, employés ou agents y ayant consenti ou participé; ceux-ci sont dès lors passibles de la peine prévue pour la corporation elle-même, qu'elle ait ou non été déclarée coupable.

1974, c. 70, a. 407.

Amendes et frais.

408. Toute personne physique ou morale visée à l'article 407 trouvée coupable d'une infraction est passible, sur poursuite sommaire, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins \$500 et d'au plus \$25,000 pour chaque infraction et d'une amende d'au moins \$1,000 et d'au plus \$50,000 pour chaque récidive dans les deux ans; toute autre personne déclarée coupable d'une infraction est passible, sur poursuite sommaire, outre le paiement des frais, d'une amende d'au moins \$100 et d'au plus \$2,000 pour chaque infraction et d'au moins \$500 et d'au plus \$10,000 pour chaque récidive dans les deux ans.

1974, c. 70, a. 408.

CHAPITRE XIII

PROCÉDURE ET PREUVE

Poursuites sommaires.

409. Les peines prévues par la présente loi sont imposées suivant la Loi sur les poursuites sommaires (chapitre P-15) et la partie II de ladite loi s'applique.

Prescription.

Toute poursuite en vertu de la présente loi se prescrit par un an à compter de la date de l'infraction.

1974, c. 70, a. 409.

Juridiction.

410. Nonobstant l'article 4 de la Loi sur les poursuites sommaires, toute plainte ou dénonciation pour une infraction à la présente loi ou aux règlements peut être entendue ou décidée dans le district judiciaire du lieu de résidence de l'accusé ou de son établissement d'affaires.

1974, c. 70, a. 410.

- Poursuites au nom du surintendant. Procédure. **411.** Les poursuites intentées pour violation à la présente loi ou aux règlements doivent l'être au nom du surintendant. Dans toute poursuite de ce genre,
a) il n'est pas nécessaire de produire l'original d'un livre, document, ordonnance ou registre en la possession du surintendant, mais une copie ou un extrait certifié par lui constitue une preuve suffisante du contenu de l'original;
b) il n'est pas nécessaire que le surintendant signe la plainte ni ne la dépose sous serment, ni qu'il compare, ni qu'il fasse la preuve de sa nomination et de l'exercice de sa charge. Il est suffisamment désigné comme plaignant ou demandeur, dans toute poursuite sous le titre de «surintendant des assurances».
1974, c. 70, a. 411.
- Fardeau de la preuve. **412.** Dans toute action, cause ou instance intentée en vertu de la présente loi, c'est à l'accusé qu'il incombe de justifier de la possession du permis ou certificat voulu.
1974, c. 70, a. 412.
- Signification. **413.** Tout acte de procédure destiné à un assureur constitué en corporation en vertu d'une loi autre qu'une loi du Québec et qui n'y a pas son siège social peut être valablement signifié au fondé de pouvoir désigné par cet assureur conformément à l'article 206, à l'adresse prévue à l'article 208.
1974, c. 70, a. 413.
- Signification par la poste. **414.** Tout document dont la présente loi prévoit la signification peut être expédié par la poste.
Lettre recommandée ou certifiée. Est valablement expédié par la poste tout document adressé par lettre recommandée ou certifiée à la dernière adresse connue du destinataire.
Délais. Si le document provient de l'étranger, les délais ne commencent à courir qu'à son arrivée à un bureau de poste situé au Canada.
1974, c. 70, a. 414; 1975, c. 83, a. 84.
- Preuve de prime abord. **415.** Dans toute poursuite, civile ou pénale, ou à l'occasion d'un appel, les originaux, copies ou extraits de livres, documents ou pièces quelconques faisant partie des archives du service des assurances et certifiés par le surintendant ou son adjoint font preuve de prime abord de leur contenu et de la qualité du signataire, à moins que la fausseté n'en soit établie.
1974, c. 70, a. 415.

Preuve de prime abord. **416.** Lorsqu'en vertu de la présente loi une preuve est faite par la production d'une déclaration faite sous serment par un membre du personnel du service des assurances, la production de cette déclaration fait preuve de prime abord de la signature et de la qualité du signataire.

1974, c. 70, a. 416.

Preuve de prime abord. **417.** Dans toute poursuite pénale intentée en vertu de la présente loi, les documents prescrits par celle-ci et qui semblent avoir été signés, fournis ou produits par l'accusé sont réputés de prime abord l'avoir été effectivement.

1974, c. 70, a. 417.

Preuve de prime abord. **418.** Tout certificat portant la signature du surintendant et attestant l'existence ou l'absence d'un certificat ou d'un permis en conformité avec la présente loi fait preuve de prime abord.

1974, c. 70, a. 418.

Fondé de pouvoir des Lloyd's. **419.** Le fondé de pouvoir des Lloyd's, désigné dans la procuration produite suivant l'article 206, peut en cette qualité et sous son seul nom, nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi du Québec, exercer en justice, en demande comme en défense, les droits des membres de cette association qui ont délivré un contrat d'assurance.

1974, c. 70, a. 419.

CHAPITRE XIV

RÈGLEMENTS ET FORMULES

Réglementation. **420.** Outre les pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le gouvernement peut faire des règlements conciliables avec la présente loi pour:

a) déterminer les qualités requises de toute personne qui demande un permis, un certificat ou leur renouvellement, les conditions que cette personne doit remplir et les renseignements qu'elle doit fournir;

b) déterminer des catégories de permis et de certificats et des classes de titulaires de même que les conditions et restrictions afférentes aux unes et aux autres;

c) déterminer la forme et la teneur des demandes de permis et de certificats ainsi que la forme et la teneur des permis et certificats;

d) déterminer, pour chaque classe de titulaires, la nature et la

forme des livres, comptes et registres qu'ils doivent tenir en sus de ceux prescrits par la présente loi;

e) déterminer, pour chaque classe de titulaires, la nature, la forme et le contenu des états qu'ils doivent produire, en sus de ceux prescrits par la présente loi, ainsi que l'époque de leur production;

f) prescrire, pour chaque classe de titulaires, la nature des vérifications comptables touchant les états à présenter au surintendant ainsi que la forme de l'attestation des vérificateurs;

g) déterminer la forme des rapports d'inspection faits pour le surintendant et les renseignements qu'ils doivent contenir;

h) déterminer la procédure à suivre et les avis à donner avant que le surintendant ne suspende ou n'annule un permis ou certificat;

i) obliger les assureurs qui exercent au Québec à fournir au surintendant des renseignements et statistiques concernant leurs opérations au Québec, et à produire les états y afférents et déterminer la nature des renseignements qui doivent ainsi être donnés, de même que la forme et la teneur des états qui doivent ainsi être produits;

j) déterminer dans quels cas les dépenses engagées par le surintendant pour inspecter ou faire inspecter les affaires d'un assureur doivent être remboursées par cet assureur ainsi que l'étendue de ces remboursements;

k) établir un tarif des honoraires exigibles pour la constitution en corporation des compagnies et sociétés d'assurance, pour la délivrance des lettres patentes, des permis et des certificats, pour le renouvellement des permis et des certificats ainsi que pour les inspections et états;

l) déterminer les méthodes à suivre pour l'évaluation de l'actif et du passif des assureurs et des cautionnements exigés par la présente loi;

m) assurer la délivrance de permis aux syndics ou liquidateurs ou aux exécuteurs testamentaires ou héritiers de titulaires décédés, mais seulement pour le temps nécessaire à la liquidation du portefeuille;

n) déterminer la forme et la teneur des permis ou certificats spéciaux pouvant être délivrés aux courtiers en vertu de l'article 346, les conditions à remplir pour les personnes demandant la délivrance ou le renouvellement desdits permis ou certificats, les honoraires à verser, les garanties à offrir, les livres et registres à tenir, les états à produire au surintendant et les conditions de délivrance;

o) reconnaître, moyennant réciprocité jugée satisfaisante par le gouvernement, l'équivalence de permis, licences ou certificats d'agent d'assurance ou d'expert en sinistres accordés par d'autres gouvernements du Canada;

p) déterminer la forme et la teneur des billets de souscription établis en faveur des sociétés mutuelles;

q) déterminer les conditions auxquelles tout contrat d'assurance de frais d'obsèques conclu avant le 20 octobre 1976 doit être conforme;

- r) définir les diverses classes d'assurance et déterminer les cas et les conditions où elles peuvent faire l'objet d'une même police;
- s) établir les conditions applicables aux contrats d'assurance collective, à leur mise en marché et à l'admission dans un groupe d'adhérents;
- t) établir les normes relatives à la divulgation des conditions des contrats d'assurance et à la présentation du texte, notamment les caractères d'imprimerie, et pourvoir à l'adoption par les assureurs de formulaires obligatoires de polices d'assurance;
- u) statuer sur la forme que doivent revêtir les polices d'assurance et sur le minimum de couverture que doit stipuler chaque catégorie de police d'assurance qu'il indique;
- v) soustraire de l'obligation d'obtenir un certificat toute catégorie de membre du personnel d'un assureur qu'il indique;
- w) statuer sur la réassurance;
- x) statuer sur les caractères d'imprimerie et la couleur de l'encre à utiliser pour l'impression des clauses d'exclusion ou de réduction des engagements des assureurs;
- y) obliger les assureurs qui exercent au Québec à fournir chaque année au surintendant un état des investissements faits par eux au Québec, au Canada ou ailleurs et, à cette fin, déterminer ce qui constitue un investissement au Québec;
- z) fixer un taux maximum d'intérêt exigible des assurés ou des adhérents sur les primes dues en assurance collective de rente;
- aa) déterminer, pour toute corporation agissant au Québec à titre d'assureur, comme condition d'émission ou de renouvellement du permis visé à l'article 217, la proportion raisonnable de son actif qui doit être investi au Québec eu égard à la valeur réelle de ses engagements envers ses assurés au Québec;
- ab) déterminer de quelle façon doivent être identifiés pour l'application de l'article 330 les véritables propriétaires d'une corporation de courtiers et de quelle façon une telle corporation doit dévoiler leur identité.

1974, c. 70, a. 420.

Préavis de projets de
règlement.

Entrée en vigueur.

421. Les projets de règlement ayant trait à la présente loi ne peuvent être adoptés que moyennant préavis de trente jours publié dans la *Gazette officielle du Québec* et en reproduisant le texte.

Les règlements susdits entrent en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle du Québec* d'un avis signalant qu'ils ont reçu l'approbation du gouvernement ou, en cas de modification par ce dernier, de leur texte définitif.

1974, c. 70, a. 421.

Formulaires. **422.** Le ministre peut prescrire les formulaires nécessaires à l'application de la présente loi.
1974, c. 70, a. 422.

TITRE V

DISPOSITIONS FINALES

Application de la loi. **423.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières est chargé de l'application de la présente loi.
1974, c. 70, a. 423; 1975, c. 76, a. 11.

Bénéficiaire révocable. **424.** Le bénéficiaire régi par l'article 1029 du Code civil et désigné avant le 20 octobre 1976 est un bénéficiaire révocable aux termes de la présente loi, sauf
a) la personne désignée irrévocablement par stipulation à cet effet dans la police ou dans l'écrit effectuant la nomination;
b) personne désignée en vertu d'un contrat où le souscripteur ou l'adhérent ne s'est pas réservé le droit de révocation si ce bénéficiaire a signifié par écrit à l'assureur, avant le 20 octobre 1976 ou dans les douze mois suivant cette date mais avant sa révocation, sa volonté d'accepter la stipulation en sa faveur.
1974, c. 70, a. 478.

Bénéficiaire irrévocable. **425.** Le bénéficiaire en faveur de qui a été effectuée une assurance visée par la Loi de l'assurance des maris et des parents (Statuts refondus, 1964, chapitre 296) devient un bénéficiaire irrévocable suivant les prescriptions de la présente loi.
Modification de désignation. Toutefois le souscripteur ou l'adhérent peut, dans les douze mois qui suivent le 20 octobre 1976, modifier une seule fois la désignation selon les articles 12 et 13 de ladite Loi de l'assurance des maris et des parents. La désignation résultant de la modification prévue au présent alinéa est irrévocable.
1974, c. 70, a. 479.

*L'article 275 et les articles 337 à 339 de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du gouvernement.
Un article sera inséré après l'article 249 de la présente loi lors de l'entrée en vigueur de l'article 223 du chapitre 68 des lois de 1977, à la date fixée par proclamation du gouvernement.*

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 70 des lois annuelles de 1974, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception des articles 1 (*partie*), 2, 439, 441 à 444, 447 à 468, 471 à 477 et 480 à 482, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre A-32 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1974 LOIS REFONDUES, 1977

Chapitre 70

Chapitre A-32

**LOI SUR LES ASSU-
RANCES**

**LOI SUR LES ASSU-
RANCES**

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1	1	
Titre II		Omis
2		Omis
Titre III	Titre II	
3 (<i>partie</i>)	2	
3 (<i>partie</i>)	3	
4 - 19	4 - 19	
Titre IV	Titre III	
20 - 200	20 - 200	
Titre V	Titre IV	
201 - 419	201 - 419	
420	420	
par. a) - z)	par. a) - z)	
par. z ¹)	par. aa)	
par. z ²)	par. ab)	
421 - 422	421 - 422	
Titre VI	Titre V	
423	423	
424		Modification intégrée au c. C-75, a. 17
425		Omis

ASSURANCES

L.Q. 1974, c. 70

L.R. 1977, c. A-32

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

426		Modification intégrée au c. C-38, a. 4
427		Modification intégrée au c. C-38, a. 6
428		Modification intégrée au c. C-38, a. 124
429		Modification intégrée au c. C-38, a. 125
430		Modification intégrée au c. C-39, Titre
431		Modification intégrée au c. C-39, a. 1
432		Modification intégrée au c. C-39, a. 15
433		Modification intégrée au c. C-39, a. 17
434		Modification intégrée au c. C-39, a. 22
435		Modification intégrée au c. C-39, a. 23
436		Modification intégrée au c. C-39, Section III et a. 25
437 - 468		Omis
469		Modification intégrée au c. C-25, a. 553
470		Modification intégrée au c. C-25, a. 927
471 - 477		Omis
478	424	

ASSURANCES

L.Q. 1974, c. 70

L.R. 1977, c. A-32

ARTICLES

ARTICLES

REMARQUES

479

425

480 - 482

Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans le refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

